

LE
MONDE

libertaire

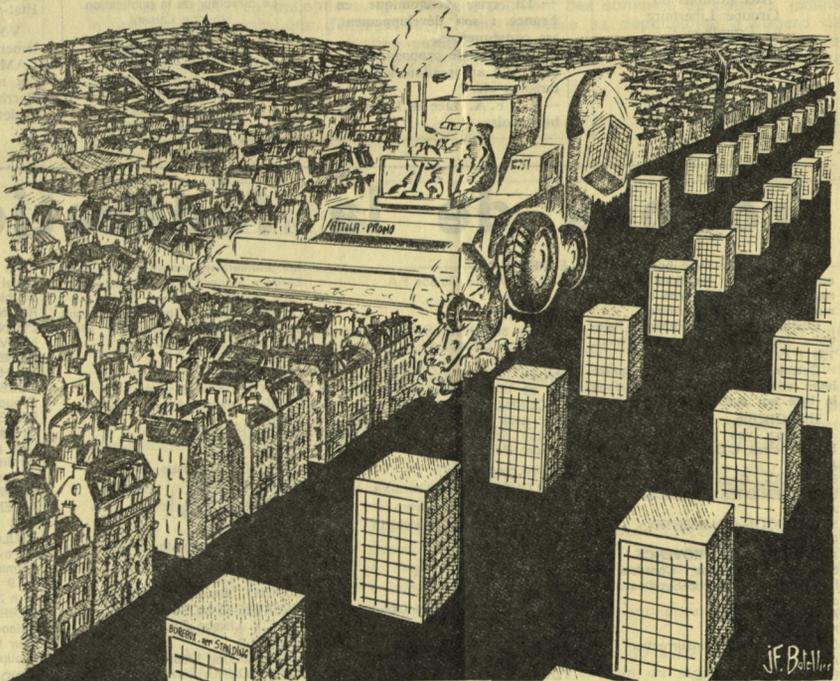
Organe de la Fédération Anarchiste

N° 223 — JUN 1976 — Prix : 4 F

NON A L'URBANISME CONCENTRATIONNAIRE !

Dans ce numéro :

- Les luttes étudiantes
- L'armée
- Le Liban
- Les mass-media
- L'élection de Tours



(Voir pages centrales)

F0 P 2520

activités de la fédération anarchiste

COMMUNIQUE

CHANTS ANARCHISTES DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Le « Centro Documentazione Anarchica » de Turin (Italie) a reproduit sur muscassette une série de chants anarchistes de la révolution espagnole, interprétés par la Chorale Durruti en langue originale.

La muscassette, dont le prix est de 1.500 lires italiennes, peut être envoyée contre remboursement ou en versant la somme indiquée par mandat international adressé à : Barbieri Claudio, c/o Centro Documentazione Anarchica, via Ravenna 3 - 10152 TORINO (Italie).

A l'occasion du XXXI^e Congrès de la Fédération Anarchiste, le Groupe Libertaire Proudhon organise, le dimanche 6 juin, à 20 h 30

UN MEETING-GALA d'affirmation anarchiste

Participation de nombreux orateurs français et étrangers

Partie spectacle : Poésie - CLAIRE

Avec la chanteuse CLAIRE
Billet de soutien : Prix 7 F

Aux Editions du Groupe Libertaire Proudhon :
Lettre au journal « La Liberté » de Bruxelles
par M. Bakounine
Prix : 5 F

COMMUNIQUE

Nos camarades de Neullusheim (pays de Bade) organisent comme l'an dernier une rencontre libertaire et un camp de tentes, du 23 au 26 juillet. Les camarades français sont cordialement invités ! Se mettre en relations avec K. Haag, 6831 Neullusheim. Althussheimer Str. 49 (Allemagne Fédérale).

Après le XXXI^e Congrès de la F. A.

Le Groupe Libertaire Louise MICHEL organise le 17 juin à 20 h 30, 10, rue Planquette, Paris-18^e un débat animé

par Maurice JOYEUX : LA CRISE MONDIALE DE L'ECONOMIE

Le pétrole. Les matières premières. La monnaie. La faillite de l'économie de marché

ENTREE LIBRE

LE GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL

organise le dimanche 20 juin, de 10 heures à 20 heures, une journée de rencontre à Saint-Nom-la-Bretèche (gare Saint-Lazare - Parcours fléché)

THEMES DE DISCUSSIONS
— La crise économique en France : son développement, ses conséquences.
— Les axes de propagande de la F. A. : autogestion, antimilitarisme, etc.
— La F. A. face à la presse bourgeoise.

COMMUNIQUE

La Coordination écologique Rhône-Alpes (Groupes suisses et français) a décidé l'occupation du site du futur surrégénérateur de Malville (Isère), la centrale nucléaire la plus dangereuse qui soit.

A partir du 3 juillet, nous aurons besoin de chanteurs, groupes divers, talentueux, farfelus, pour animer cette occupation qui doit durer un bout de temps.

Nous avons peu de fric. Nous disposons d'un éclairage et d'une sono. Nous pourrions payer les frais de déplacement, assurer l'hébergement sous tentes et la bouffe.

Contactez-nous le plus rapidement possible.

Soutenez l'action contre le Tout Nucleaire.

Ecrivez à C. E. R. A., 70, rue Croix-d'Or, 73000 Chambéry.

Une affiche « LISEZ LA RUE »

éditée par le groupe libertaire Louise MICHEL, reprend des citations de Bakounine sur la construction du socialisme et la liberté

Disponible à Publico au prix de 2 F le poster et de 0,40 F l'affiche à partir de 20 exemplaires

Le directeur de la publication Maurice Laisant
Imprimerie Néo-Typo
20, rue Gambetta
25000 Besançon
Diffusion S. A. E. M.
Transports Presse
Dépôt légal 43622
2^e trimestre 1976

Le Groupe Voline vient d'éditer « LE FASCISME ROUGE » de VOLINE

En vente à Publico
Prix : 1 F

Il rappelle d'autre part que son affiche

« Ne hurlez pas à la mort avec les imbéciles demain vous serez leur victime »

est toujours disponible à Publico et au local du groupe, 19, rue Ramponneau, 75020 Paris, au prix de 0,45 F l'unité (par paquet de 10, 20, 50, 100)

REUNION DES AMIS DE HAN RYNER

Le samedi 12 juin, à 20 h 45, Salle des « Amis », 114 bis, rue de Vaugirard
Causerie de Louis SIMON : « DES POETES »
Invitation cordiale aux sympathisants

COMMUNIQUE

Un de nos camarades, anarchiste insoumis, est en taule à Metz depuis plusieurs semaines. Ne voulant rien devoir à l'armée, il poursuit depuis 24 jours déjà une grève de la faim. Ce qu'il demande ? Sa réforme, tout simplement.

Vous pouvez aider à sa libération en écrivant au Général de Corps d'armée Biard, commandant la 6^e région militaire, Etat-major de Metz (57000).

Vous pouvez le soutenir moralement en lui écrivant : Alain LAMOTTE, Maison d'arrêt, quartier militaire, 1^{er} ter, rue Maurice-Barrès, n° 7673, B. P. 1071 Metz Cedex.

Groupe Anarchiste de Dole.

COMMUNIQUE

Le Congrès de l'Union régionale du Centre de la Fédération Anarchiste, réuni le 18 avril, à Tours, tient à démentir formellement toute participation aux récents attentats commis par de soi-disant « anarchistes », l'un à Châteauroux contre le local de la « Nouvelle République », l'autre à Montbazou contre un car de lycéens espagnols.

Nous désapprouvons aussi bien cet attentat que la garde à vue de 5 heures dont a été victime l'un de nos militants de Châteauroux, à la suite du premier attentat, alors que la perquisition opérée chez lui avait permis à la police de découvrir le texte du démenti qui fut porté le jour même à la presse.

La Fédération Anarchiste n'a pas choisi cette forme de propagande, qui relève bien plus de la provocation que de la pensée anarchiste, et elle continuera à affirmer la présence de ses militants dans les combats sociaux.

Fédération Anarchiste Union régionale du Centre



librairie publico

3, rue ternaux, 75011 paris

805.34.08

c.c.p. 11 289-15 paris

groupes de la fédération anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

TRESORERIE :
Envoyez vos fonds à Yvonne Dalmenèches, C.C.P. 14.277.86 Paris.

AIN
OYONNAX, Groupe Libertaire.

BOURG-EN-BRESSE, Liaison F.A.

ALLIER
MONTLUÇON-COMMENTRY
Groupe Anarchiste.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaisons Anarchistes. Contacts et Informations. Anarcho-Syndicalisme dans le bâtiment.

ALPES-MARITIMES
NICE
Groupe Anarchiste Insurrection.

AUDE
Groupe de Narbonne.

BOUCHES-DU-RHONE
MARTIGUES, Liaison F.A.

SALON-DE-PROVENCE, Liaison F.A.

MARSEILLE, Liaison F.A.

CHARENTE-MARITIME
SAINTES.
Groupe Libertaire Louis Lecoin.

LA ROCHELLE
Groupe Anarchiste.

CHER
VIERZON, Liaison F.A.

COTES-DU-NORD
GUINGAMP, Présence Anarchiste.

DOUBS
BESANÇON.
Groupe libertaire Proudhon

EURE-ET-LOIR
CHATEAUDUN, Liaison F.A.

GIRONDE
BORDEAUX.
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.

Le groupe Sébastien-Faure tient une permanence à son siège, 7, rue du Muguet, tous les mercredis et samedis, de 16 heures à 18 heures.

LIBOURNE, Groupe Libertaire.
Pour tous contacts, s'adresser au Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, Bordeaux.

HAUTE-GARONNE
TOULOUSE, Groupe libertaire.

HAUTE-SAVOIE
ANNECY, Groupe Anarchiste savoyard.

HAUTE-VIENNE
LIMOGES, Liaison F.A.

HERAULT
MONTPELLIER, Groupe Libertaire.

ILLE-ET-VILAINE
RENNES, Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE
TOURS, Groupe Tourangeau.

CHINON, Liaison F.A.

AMBOISE, Liaison F.A.

ISERE
BOURGAIN, Liaison F.A.

GRENOBLE, Liaison F.A.

JURA
DOLE, Groupe Dolois.

LONS-LE-SAUNIER, Liaison F.A.

LOIRE
SAINT-ETIENNE, Liaison F.A.

Groupe anarcho-syndicaliste « Ni Dieu ni Maître ».

LOIRE-ATLANTIQUE
NANTES, Groupe Anarchiste.
Permanence au local du groupe tous

les premiers mardis de chaque mois.
Ecrire à Xavier Doisy, 96, rue P.-Belamy, 44000 Nantes.

Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Plou, 194, rue Jouaud, 44400 Rezé.

LA BAULE, Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER
VENDOME, Groupe F.A.

BLOIS, Liaison F.A.

LOIRET
ORLEANS, Groupe F.A.

LOZERE
MARVEJOLS, Liaison F.A.

MAINE-ET-LOIRE
ANGERS, Liaison F.A.

DURTAL, Liaison F.A.

MAYENNE
Groupe Anarchiste Mayennais.

MORBIHAN
VANNES, Liaison F.A.

LORIENT, Groupe Anarchiste.

MEURTHE-ET-MOSELLE
NANCY, Liaison F.A.

MOSELLE
METZ, Groupe Libertaire.

PHALSBOURG, Liaison F.A.

NIEVRE
NEVERS, Liaison F.A.

NORD
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.
Groupe Thaza

DOUAI, Groupe Anarchiste.

PAS-DE-CALAIS
BETHUNE, Groupe François Villon.

PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND, Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES
BAYONNE-BIARRITZ.
Groupe Libertaire en formation.

PYRENEES-ORIENTALES
PERPIGNAN, Groupe Bakounine.

Edite « Le Révolté ».

Local : 2, rue du Cimetière, Saint-Mathieu, Perpignan.

RHONE
LYON, Groupe Louis Lecoin.

NEUVILLE, Liaison F.A.

SEINE-MARITIME
LE HAVRE, Groupe Jules Durand.

BOLBEC - LILLEBONNE.
Groupe Libertaire.

ROUEN, Groupe Libertaire Delgado-Granados.

Une permanence se tient tous les mardis, à partir de 18 heures.

10 bis, rue de l'Avalasse, Rouen.

SOMME
AMIENS, Groupe Anarchiste.

VAR
TOULON, Groupe Libertaire.

71, avenue de la République.

Permanences : Le mercredi de 18 h à 19 h 30 et le samedi de 15 h à 19 h 30.

PIERREFEU - CUERS.
Liaison F.A.

Pour tous contacts :
Groupe de Toulon.

VENDEE
Groupe Sables-d'Olonne.

YONNE
TONNERRE, Liaison F.A.

PARIS
LIAISON DES POSTIERS.
Edite « Gestion Directe ».

GROUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA B.N.P.

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE ou ABESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour

tous renseignements, écrire au local du groupe ou téléphoner au 076.57.89.

2^e et 11^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE EMMA GOLDMAN - Contact Publico.

13^e, 15^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI.

13^e, 14^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL

19^e arrondissement
GROUPE LYCEEN ANARCHISTE

10^e, 20^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE VOLINE

Local : 19, rue Ramponneau, Paris-20^e, métro BELLEVILLE. Permanence tous les samedis, de 14 h 30 à 18 h 30.

BANLIEUE SUD
GROUPE LIBERTAIRE - Fresnes-Antony.

GROUPE ANARCHISTE - Orsay-Bures.

GROUPE ANARCHISTE - Massy-Palaiseau.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy, Liaison Seine-et-Marne.

BANLIEUE EST
GAGNY - NEUILLY-SUR-MARNE
Groupe anarchiste Sacco-Vanzetti.

NORD DES HAUTS-DE-SEINE
GROUPE LA-BOETIE

GROUPE MALATESTA
Accueillent leurs sympathisants les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois au Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, à partir de 20 h 30.

SOMMAIRE

N° 223

JUIN 1976

EDITO

— De la calomnie à la servitude 3

EN DEHORS DES CLOUS

— L'empoignade 4
par P.-V. Berthier
— La guerre-souvenir 4
par Michel Peltier

VOIR CLAIR ET PARLER NET

— La con-sommation 5
par Bernard Lanza
— « Allez les verts ! » ou l'espérance kaki 5
par Olivier Zarco

LUTTES ETUDIANTES

— Voyage au parlement des facs en grève 6
par Alain Sauvage

DOSSIERS NOIRS

— L'armée, ça coûte cher, c'est inutile et dangereux 7
par Philippe de Tonnerre

ETUDES

— Pour un contrôle populaire de l'espace urbain 8-9
par Michel Ragon, Pierre Gaudibert
et Paul Virilio
— L'Occident en danger : la tentation totalitaire 13
par Mathilde Niel

LE DOSSIER DU MOIS

— Liban : 20.000 morts après 10
par Morisco

DANS LE MONDE

— Informations internationales 11

A PROPOS DE L'INFORMATION - ALIENATION

— Les mass-media et nous 12
par le Groupe Malatesta

PRESENCE ANARCHISTE

— Mise au point de la Fédération Anarchiste 14
par les Relations extérieures
— 10 heures pour l'Anarchisme : un succès éclatant ! 14
par Carmen
— Halte à la curée 14
par Gérard Dupré

LITTÉRATURE

— Le livre du mois 15
par Maurice Joyeux

LA POLITIQUE

— Réflexions sur l'élection de Tours 16
par Maurice Joyeux

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à
LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : 805.34.08

PRIX DE L'ABONNEMENT

France :
6 numéros 20 F
12 numéros 40 F
Sous pli fermé :
6 numéros 30 F
12 numéros 60 F

Etranger :
6 numéros 30 F
12 numéros 60 F
Par avion :
6 numéros 39 F
12 numéros 78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :
Prénoms :
Adresse :
Code postal :

A partir du numéro

Abonnement
 Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

Chèque postal
 Chèque bancaire
 Mandat-Lettre

...Editorial

DE LA CALOMNIE A LA SERVITUDE

Le soir du 12 mai, peu avant le début de la finale européenne de la Coupe des Clubs champions, on a pu voir, sur la première chaîne de télévision, un « journaliste » cachant son visage derrière un ballon de football. Pour qui suivait l'actualité d'alors, c'était là, sans aucun doute, l'image-symbole d'une information qui, délaissant pour un temps les pets de travers des idoles du moment, s'était attachée pendant près d'un mois à détourner les regards sur la cuisse meurtrie d'un Stéphanois de vingt ans. Quand on sait de quelles fariboles imbéciles peut se repaître le fanatisme absolu de milliers d'individus, ce lui fut chose facile.

Vint donc la défaite. Privées de victoire et de qualificatifs glorieux, la presse, les radios, la télévision avaient besoin d'une revanche. Elles l'ont eue ! C'est l'assassinat du P. D. G. du Crédit Lyonnais qui devait la leur fournir.

L'une des plus formidables campagnes anti-anarchistes, reprise dans un ensemble touchant par tout ce qui « informe », s'est abattue alors sur le pays à la vitesse d'une nuée de sauterelles. Tout de suite, avec *France-Soir*, le ton était donné ! Les chœurs suivirent dès le lendemain, dans un même élan, reprenant la chanson à succès du terrorisme anarchiste. C'est que le « journalisme » connaît ses classiques, on ne peut lui demander d'innover. Avec une télévision épurée par Chirac, des radios sous le contrôle de l'Etat, une presse aux mains des financiers, jamais de la part de ses représentants l'information ne fut plus facile à concevoir, mais aussi plus difficile à supporter. L'inspiration prend désormais sa source aux alentours immédiats des ministères et de la préfecture de police où grenoillent les grands « chroniqueurs » du moment, comme les grosses mouches tournoyaient jadis autour de ces petites cabanes en bois, au fond des jardins de nos grands-pères, avant le tout-à-l'égout. Partout ou presque, ce ne sont que bavards et pisse-copies qui sentent le maître et veulent parler comme lui. Il faut, dès qu'un malheureux pétard éclate, l'associer à l'anarchie, comme il faut y mêler les gesticulations des agités ou les « exploits » des Baader, Carlos et Cie, qui sont à notre courant de pensée ce que la presse est à la Vérité.

Une fois encore, et dans la mesure de ses moyens, la Fédération Anarchiste se défendra avec force contre les calomnies qui couvrent aujourd'hui ses militants et les idées qu'ils défendent. Touchée elle aussi par le chômage, étalée comme une carpette aux pieds des dignitaires, ballottée au gré du vent soufflant des sommets du pouvoir, jamais la profession journalistique d'aujourd'hui n'a su défendre sa dépendance à l'égard de celui-ci. L'occasion nous est donnée aujourd'hui de lui rappeler que la liberté d'expression reste à conquérir et que restent à transformer ces radios, cette télévision et cette presse de laquais.

AMIS LECTEURS

Les 10 heures pour l'anarchisme organisées par les camarades de la région parisienne ont été bien remplies. Un compte rendu en est donné dans ce numéro, qui vous donnera une idée de la façon dont elles se sont déroulées. Il convient ici de saluer le travail fourni par tous les militants pour préparer et animer cette journée de soutien à notre journal. En cette période d'intense activité pour tous les groupes de la Fédération Anarchiste, ceux de la région parisienne ont redoublé d'énergie pour mener à bien cette entreprise, prouvant ainsi leur volonté d'accéder à un stade d'audience supérieur, et leur compétence organisatrice.

Nos sympathisants et les nombreuses personnes qui prenaient contact avec nous pour la première fois sont repartis satisfaits d'avoir pu participer à des échanges de vues, des distractions, des discussions, dans une chaleureuse ambiance de fraternité.

Pour parfaire la réussite de cette journée de soutien au Monde Libertaire, les groupes du Havre et de Tours sont venus apporter leur aide aux camarades parisiens. Nous remercions tous les camarades de Province ou de Paris qui, n'ayant pu se déplacer, ont marqué leur intérêt à notre cause, à l'occasion de cette action, en nous faisant parvenir leur participation financière.

C'est de cette manière que nous parviendrons à ce que nous souhaitons tous, si l'on en croit les réponses à notre questionnaire du mois d'avril :

— Un Monde Libertaire qui réponde aux désirs d'information sur notre combat ;
— Un Monde Libertaire dont les media, qui créent l'opinion du public, devront tenir compte ;
— Un Monde Libertaire qui affirme le caractère social véritable de notre idéal ;
— Un Monde Libertaire qui permette à notre mouvement de donner la mesure de ses capacités constructrices.

Bien que les réponses à notre « enquête » ont été, d'une manière générale, fournies par de fidèles lecteurs, elles nous indiquent que nous devons faire un effort particulier au niveau de notre publicité et de notre distribution dans les kiosques. Là encore, nous œuvrerons dans l'enthousiasme, car vous êtes nombreux à vouloir soutenir un effort particulier pour le Monde Libertaire. En attendant, ABONNEZ-VOUS et FAITES ABONNER VOS AMIS.

Les administrateurs :
François GARCIA, Léopold TAMAMES

En dehors des clous...



L'empoignade

A l'issue d'une conversation qu'ils ont eue à Pékin au début de mai, M. Muldoon, chef du gouvernement néo-zélandais, et M. Hua Kuo-feng, son homologue chinois, se sont trouvés d'accord pour estimer que le maintien de la « présence américaine en Asie » était souhaitable. Et le mieux, c'est qu'ils ont déclaré ça sans rire.

Car, avouons-le, il est savoureux d'entendre un porte-parole du président Mao Tsé-Toung s'exprimer de la même façon que feu le maréchal Tchiang Kai-chek.

Nous croyons nous souvenir, en effet, que si la « présence américaine en Asie » s'est considérablement réduite, les communistes chinois, copartisans de M. Hua Kuo-feng, y sont bien pour quelque chose : ce sont eux qui ont chassé de Chine la bannière étoilée et ses « marines », et ils n'ont pas peu contribué à les évincer du Vietnam, ce dont ils continuent à se féliciter.

Somme toute, M. Hua Kuo-feng doit être heureux que les Américains gardent un pied à Taiwan, alias Formose, terre chinoise revendiquée par Pékin. Pourquoi alors ne pas ressusciter les concessions de Changai et de Canton ?

Justement non : M. Hua souhaite que les Américains restent en Asie, mais hors de Chine, tout au moins de Chine continentale, tout comme le général de Gaulle souhaitait qu'ils demeurent en Europe, mais hors de France. La « présence américaine » est toujours excellente, à condition qu'elle soit pour les autres.

En même temps que M. Muldoon conférerait à Pékin avec M. Hua, une autre rencontre réunissait dans la même ville M. Crosland, ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne, et son homologue chinois, M. Chiao Kuan-hua. Celui-ci, d'après le *Times*, a déclaré que l'Europe occidentale, la Chine et les Etats-Unis devaient se préparer à « une guerre imminente » avec l'Union soviétique ; à quoi M. Crosland répondit que son gouvernement continuerait d'accorder la priorité au maintien de sa contribution à l'alliance atlantique, c'est-à-dire américaine.

Remarque importante : si lorsque ces lignes paraîtront, la « guerre imminente » n'a pas encore commencé, c'est que la clairvoyance du cher M. Chiao aura été prise en défaut. Il n'y a pas deux significations au mot « imminente » ; il veut dire : « qui est sur le point de se produire ». Donc, si nous sommes encore en paix à l'heure où vous lisez ceci, M. Chiao s'est trompé. Et, s'il s'est trompé sur le caractère « imminente » de la guerre qu'il annonçait, il peut avoir fait erreur du même coup sur son caractère « inévitable ».

Cette observation faite, M. Chiao souhaite que nous nous préparions à la guerre. A cet égard, pour ce qui a trait à la France, il est comblé : le président de la République n'a-t-il pas proclamé que le budget de la Défense nationale serait doublé dans les cinq années qui viennent ? Nous nous préparons donc à la guerre comme si elle était, sinon « imminente », du moins « inévitable ». Tout est pour le mieux, doit penser M. Chiao.

La réponse que lui a faite M. Crosland a dû le convaincre d'une autre réalité : la « présence américaine », que M. Hua juge si souhaitable en Asie, se maintiendra à coup sûr en Europe, où il est vraisemblable que, par la brèche albanaise, s'insinuera de son côté la « présence » chinoise. *Weltpolitik* et *Kriegspiel* sont choses qui vont de pair. Que ce soit en Chine ou en France, il y a toujours des gens qui sont pressés d'éloigner les Américains quand ça les arrange pourvu qu'ils puissent les appeler au secours en cas d'invasion !

D'ailleurs, la « présence américaine » a des partisans jusque parmi les anarchistes. Dans les *Cahiers de l'humanisme libertaire* de mars 1976, Jean-Pierre Bellec écrit : « Qu'advierait-il de l'Europe si ceux-ci (les américains) décidaient de se retirer et de pratiquer une politique isolationniste ? Combien de temps mettraient les troupes russes pour arriver jusqu'à Brest si le parapluie U.S.A. nous était retiré ? Que les Américains maintiennent des bases sur le sol européen pour assurer leur

LA GUERRE-SOUVENIR

« Moi mon colon, celle que je préfère... ».

G. Brassens.

Bien sûr la Camarde fait son œuvre là comme partout ailleurs, et année après année les poilus du Chemin-des-Dames et les imberbes de Bir-Hakeim se retrouvent moins nombreux à leurs banquets-anniversaires. Le bleu-horizon est devenu un gris passé, et le kaki-sable a viré au jaune serin. Les anciens de ceci ou de cela sont, désormais, contraints de faire tinter leurs médailles pour qu'on les reconnaisse, mais, hélas pour eux, dans le domaine du bruit, il y a, à notre époque, beaucoup trop de concurrence. Bref, nous allons peut-être vers un avenir débarrassé de la tradition orale consistant, pour un certain nombre de nos compatriotes, à se raconter sempiternellement en héros d'une guerre ou d'une autre — toutes, parfois.

Nous pourrions, dans une telle perspective, renouer avec une autre tradition familiale, celle des fêtes au cours desquelles nous n'aurons plus à craindre la vingt-septième reprise du Verdun-à-pépé, la dix-huitième du Cassino-à-papa ou la quinzième du Paris-qui-a-failli-brûler de tonton ? Nos propres enfants échapperont à ce dont nous n'avons pu échapper, et peut-être tourneront-ils enfin le dos aux panoplies « viriles » que d'astucieux marchands leur mettent en permanence sous le nez dans ce qu'il est convenu d'appeler le « royaume enchanté de l'enfance » ? Nous ne verrons plus de ces petits lardons qui, rouges de plaisir, reviennent de chez pépé-mémé le jour de Noël, déguisés en Parsifals armurés en matière plastique ou en M'sieur l'agent monté sur sifflet à roulettes. Les vocations en pren-

dront-elles un méchant coup ? Non, si l'on se réfère aux innombrables moutons de Panurge que contient la société moderne et pour lesquels, jamais, il n'y a eu besoin de panoplies pour courir au casse-pipe. Non également si l'on étudie d'un peu près le recrutement apostolique et romain à l'heure où la soutane est remplacée par l'ensemble veste-pantalon. Bien, direz-vous, jamais les fabricants de panoplies n'ont eu l'idée d'en présenter avec robes de bure ou pourpre cardinalice, et vous aurez raison, mais n'est-ce pas à l'âge tendre de l'enfance que l'on revêt la robe de premier communiant ?...

Il est évident que la tradition oralo-guerrière ne mourrait pas par le simple fait que ses plus ardents prosélytes auraient rejoint le paradis du dieu Mars. Elle a la vie dure, beaucoup plus dure que celles des héros et des morts-vivants dont elle se nourrit. On l'a constaté quand, de 1815 à 1855, la France n'a eu à faire de guerre vraiment « saignante ». La légende de Poléon I^{er} est née et a prospéré durant ces quarante années ; en un mot la France-issu-de-l'impérissable-gloire-impériale s'emmerdait. Tout simplement. On sait ce que fut la suite, de Sébastopol à Sedan, de la Marne à Verdun, de Sedan (bis) à... (mais au fait, où ?) ; en vies humaines et en résultats ce fut une suite de Waterloo politiques. La religion « revanche-der-des-der » était née, et des générations entières d'anciens pioupious, tringlons et autres bidasses confondirent jeunesse avec casse-pipe, aventure avec shrapnels et canon avec verre de vin. Ils tenaient là leur « geste » façon Roland-à-Roncevaux et Jeanne-à-Orléans.

Aujourd'hui, nous aurions

propre sécurité ne change rien au fait que nous en profitons ». Ce raisonnement concorde avec celui de M. Hua Kuo-feng, voire avec les prévisions de M. Chiao Kuan-hua.

Mais nous ? Que ferons-nous dans cette nouvelle empoignade où, comme dans les précédentes depuis que le monde est monde, se joueront, n'en doutons pas, le sort du droit et celui de la civilisation ? Mettrons-nous sac au dos, claquerons-nous des talons, ou resterons-nous nous-mêmes, c'est-à-dire des antimilitaristes et des réfractaires ?

Je suppose que — là aussi comme dans les hécatombes du passé — il y aura des Pierre Kropotkine pour nous appeler à faire face crânement à la barbarie ennemie, et des Gaston Roland qui se contenteront, eux, de tenir tête aux conseils de guerre. Simple hypothèse, naturellement.

En revanche, ce qui est sûr, ce qu'on peut sans faute pronostiquer, c'est que nous recevrons des bombes sur la calebasse. Des bombes peut-être russes, peut-être américaines, peut-être chinoises : qu'importe ? Du reste, elles doivent être en train de pleuvoir à l'heure qu'il est si M. Chiao Kuan-hua a vu juste en prévoyant une « guerre imminente et inévitable » dans une déclaration qui, rappelons-le, date déjà du début de mai.

P.-V. BERTHIER.

l'air de ploucs si nous avions à conter et raconter nos campagnes martiales de l'heure-H, H comme la bombe :

— Alors le président a décroché son téléphone rouge, le général a appuyé sur un petit bouton, et...

Et voilà pourquoi votre terre est muette !

— Vous le même, taisez-vous ! murmure une ombre grand-paternelle derrière mon dos. Vous êtes jaloux parce que vous ne connaissez jamais ce que nous avons connu : la Gloire avec G majuscule ! Evidemment. Ah ! comme elle était belle la guerre de papa...

Michel PELTIER.

Communiqué de presse

Les objecteurs des C. L. O. s'efforcent d'apparaître partout où ils peuvent se faire entendre et dénoncer le rôle de l'armée. En particulier, le 1^{er} Mai, à Paris, des objecteurs et sympathisants se sont rassemblés sous la bannière du C. L. O. Ils ont par leurs slogans, « Une seule réforme de l'armée, sa suppression », « armée syndiquée, syndicat du crime », etc., tenté d'affirmer leur opposition à toute forme d'armée.

Par la distribution d'un tract, nous avons pu rappeler qu'actuellement plus de 1.200 objecteurs refusent les affectations autoritaires et sont insoumis au service civil. En effet, le décret de Brégançon qui régit le service civil et prive les objecteurs des droits élémentaires (droit de grève, droit de réunion et d'expression...) s'inscrit clairement dans le cadre de l'embrigadement de la jeunesse et laisse apparaître le désir du pouvoir d'étendre progressivement la mainmise de l'armée et de l'esprit militaire sur tous les secteurs de la société.

Notre lutte vise à dénoncer, par la non-collaboration, le rôle de l'armée dans la société et au-delà, le système actuel hyperstructuré et industrialisé qui réduit l'homme à l'état de rouage. Notons au passage que la gauche s'accommoderait assez mal de nos revendications, à en juger par les déclarations de M. Henu, spécialiste des affaires militaires au P. S., qui nous promet de nous « faire payer très cher » notre insoumission au cas où la gauche arriverait au pouvoir !

C. L. O. GAGNY.



Demandez à PUBLICO
La Collection
du Monde Libertaire
reliée

Août 1973-Juin 1974 : 6 F

Juillet 1974-Juin 1975 : 6 F

LA CON-SOMMATION

Refuser la société dite de consommation ne consiste pas uniquement à refuser une société tournée vers la possession de ces objets, qui sont le symbole du confort et du « modernisme » : la bagnole, la télé, le frigo, la machine à laver le linge ou la vaisselle.

Il serait simpliste et, par certains côtés, critiquable, de s'en tenir à cette dénonciation, et je suis quelquefois amusé par

l'attitude naïve et hypocrite à la fois de certains jeunes « contestataires », souvent étudiants et issus de familles aisées, qui expriment le refus global de ces biens de consommation, alors que, la plupart du temps, ils en sont possesseurs ou, en tout cas, ont la possibilité de se les offrir quand ils le désirent. Une telle attitude ne peut qu'irriter, voire exaspérer les moins privilégiés parmi les travailleurs qui, en raison de

leurs maigres salaires, ne peuvent pas, eux, accéder à ces biens, dont quelques-uns simplifieraient pourtant leur existence quotidienne. Il convient d'être clair et explicite : lorsque nous refusons la société de consommation, c'est à l'USAGE qui est fait de ces biens de consommation que nous disons NON, c'est à la société de gaspillage et de profit, c'est à la déification de l'OBJET, trop souvent inutile ou superflu.

Nous ne refusons pas la télévision en tant que telle, par exemple : elle pourrait être un remarquable instrument d'information ; mais nous repoussons la TELE, unique préoccupation du spectateur passif, avachi, qui gobe tout et n'importe quoi, qui a besoin de sa dose quotidienne de bourrage de crâne, de platitude et de connerie. Nous disons : halte à « l'homme-télé », de la même façon que nous disons : halte à « l'homme-au-volant ». Tous deux sont les mêmes dangereux maniaques, abrutis et satisfaits, obsédés et agressifs.

La société de consommation, c'est avant tout une société où l'on jette des produits en quantité croissante sur le marché en fonction du critère de profit, où l'on vise à la consommation maximum, où l'on se moque totalement des besoins réels des individus. Il faut VENDRE d'abord, et tous les moyens sont bons pour créer des besoins nouveaux : c'est la publicité qui s'en charge, et les consommateurs n'ont même pas à faire l'effort de réfléchir : ON pense pour eux, ON sait ce qu'il leur faut, ce qui sera conforme à

l'image publicitaire, sans cesse en changement, bien entendu.

C'est par ce moyen que l'économie capitaliste parvient à se maintenir, en aliénant l'homme, en le laissant toujours désireux d'acquiescer d'autres biens, en plus grand nombre.

Voilà le véritable visage de cette société, fondée sur l'absurde, où l'homme ne possède pas l'objet, mais est possédé par lui, où les relations sociales sont inexistantes, remplacées peu à peu par les relations mercantiles.

Comment une telle société pourrait-elle apporter aux hommes la joie de vivre et le bonheur ? Il n'y a qu'à regarder la gueule sinistre des automobilistes dans leur cercueil à roulettes pour s'assurer qu'elle en est incapable.

Oui, décidément, il est temps de rejeter ce système, générateur de guerres et d'injustices et de participer de plus en plus nombreux au nécessaire combat pour la libération sociale et la gestion directe, c'est-à-dire pour une vie où, enfin, le bonheur de l'homme aura toute sa place, dans l'égalité et dans la liberté.

Bernard LANZA.

« Allez les Verts ! » ou l'espérance kaki...

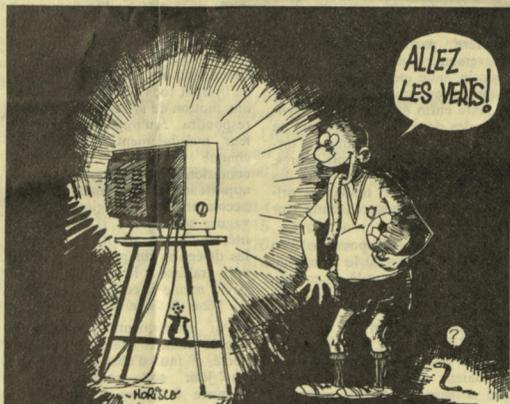
Pendant une semaine, la télé, toutes les radios (d'Etat et périphériques) se sont mobilisées pour une opération de grande envergure. Une occupation d'antenne sans précédent, un slogan mille fois entendu : Allez les verts ! La raison de tout ce battage radiophonique ? Un match de football ! Bien sûr, comme on nous l'a rabâché à longueur de journée, c'était un match capital, un événement d'une portée nationale : un club de football français en finale de Coupe d'Europe, ça n'arrive pas tous les jours !

Mais méritait-il tout ce tapage ? Sans remettre en cause la performance, si performance il y a, on est en droit de se poser des questions. A quoi rime vraiment cette opération ? Qui l'a organisée ? Quel est le « génial » maître d'orchestre qui a tout pouvoir sur toutes les radios ? Des questions qui font peur dès qu'on prend la peine d'y réfléchir.

D'abord une remarque : si la performance est exceptionnelle, c'est surtout par rapport à la misère du sport français en général. Cette participation à une finale cache la situation du sport dans notre société, sport d'élite, sport spectacle à grands rendements et coups de capitaux. Mais est-ce seulement pour « célébrer » cette manifestation que l'on nous a fait vivre pendant huit jours à « l'heure verte » ? Un nouveau feuilleton sur France-Inter, une chanson matraquée à longueur de journée, à chaque flash d'information et sur toutes les radios, des précisions sur l'état de santé des joueurs, sur l'état de la pelouse, sur le nombre éventuel des supporters, des interviews, des pronostics à tout moment. Même phénomène dans les journaux : à de très rares exceptions près, tous les hebdomadaires ont consacré quelques pages et photos couleurs au « match de l'année ».

Mercredi 12, l'ultime jour, les informations de 13 heures sur France-Inter se sont résumées au match ; le compte rendu du Conseil des ministres s'est limité à un interview de chaque ministre pour connaître leurs pronostics : une bonne occasion

A l'appel des mass-media, les Français ont d'abord défilé dans les rues de toutes les villes de France. Seul le « Tagada-tsoin-tsoin » des klaxons recouvrait les cris « Allez les verts ! ». 20 à 30.000 d'entre eux ont fait le saut jusqu'à Glasgow, puis,



pour ces « messieurs qui nous gouvernent » de redorer leur blason en s'inquiétant de l'état de santé de Rocheteau. Dans ce même journal parlé, le tremblement de terre en Italie est passé en septième position, l'imposition des plus-values juste avant.

Le soir, bien sûr, toutes les radios (France-Inter G.O. et F.M.!!!), la télé (bien qu'au dernier moment une chaîne se soit désistée) retransmettaient le match. France-Inter fait là encore plus fort : liaison duplexe entre Glasgow, où avait lieu le match, et le Ministère du Travail à Paris, ancre du sieur Durafour, ministre de son état et maire de Saint-Etienne. On se demandait souvent ce que pouvaient faire les ministres dans leurs ministères, nous voilà renseignés : ils regardent la télé!!! Tant qu'ils ne font que ça, ils ne sont pas dangereux !

obéissant toujours à la radio, ils se sont parqués en masse le long des Champs-Élysées. Est-ce vraiment un engouement soudain pour le sport, fût-il spectacle ?

Juste une semaine d'intox et les gens sont prêts à se lancer dans la « grande cause » qu'on leur a choisie. Après l'augmentation du budget de l'armée (simple ou double), avec les grandes manœuvres aériennes en cours, cette mobilisation des masses étonne. Et d'autres vétilles, d'autres détails inquiètent : chaque semaine, à la télé, au moins un film de guerre ; à la radio, des éditoriaux où les Michel Droit de toutes sortes exaltent un « nouvel ordre moral » ; dans les journaux, apologie de la violence instituée.

Ça commence vraiment à sentir très mauvais en France !

Olivier ZARCO.

NÉCROLOGIE

Un grand historien du mouvement ouvrier : Maurice Dommanget

La disparition de Maurice Dommanget aura attristé toute une génération de militants socialistes, syndicalistes ou anarchistes qui, à une époque où l'on avait encore le goût d'apprendre, apprenaient l'histoire des travailleurs à travers ses ouvrages.

Cet instituteur de l'Oise qui fut voilà cinquante ans, dans une période difficile, secrétaire du Syndicat des instituteurs et l'un des fondateurs de l'Ecole Emancipée, laisse une œuvre considérable, qui vivra aussi longtemps que les travailleurs désireront connaître les origines du mouvement ouvrier révolutionnaire. Maurice Dommanget qui ne fut pas anarchiste, mais socialiste révolutionnaire ou plutôt syndicaliste révolutionnaire, restera le grand biographe et le grand analyste d'Auguste Blanqui et c'est à travers les ouvrages qu'il lui a consacrés que j'ai appris à aimer ce militant trop oublié de nos jours.

En dehors de son étude sur Blanqui, qui fait autorité, l'œuvre de Dommanget est très riche et comprend des genres très divers : Histoire de la Révolution française, Histoire du socialisme et du mouvement ouvrier, Le Babouisme duquel on peut extraire un volume : Sylvain Maréchal l'égalitaire, l'homme sans Dieu ; La Commune dont je recommande la lecture ; Homme et chose de la Commune ; Le symbolisme ouvrier auquel appartient, entre autres, l'Histoire du drapeau rouge et du drapeau noir et l'Histoire du Premier Mai, etc.

Maurice Dommanget appartient à cette phalange incomparable d'instituteurs qui, sous la Troisième République, chassèrent Dieu de l'école et prirent en main le destin des petites communes de nos provinces dont ils furent les inamovibles, vigilants et savants secrétaires de mairies.

L'œuvre de Dommanget vivra et c'est en feuilletant les pages de ses livres que nous nous souviendrons de l'homme de cœur qui nous a appris notre histoire à nous, l'histoire des travailleurs révolutionnaires.

M. J.

VOYAGE AU PARLEMENT DES FACS EN GRÈVE

On pouvait croire que le mouvement étudiant, conscient de son incapacité à faire la révolution, mettrait toutes ses forces à parfaire son auto-organisation par le développement des pratiques de « démocratie interne ».

Au niveau de chaque faculté, les Assemblées générales sont effectivement souveraines. Le comité de grève, seul organisme représentatif, est l'émanation directe des A.G. qui peuvent le révoquer à tout moment. Les délégués du comité de grève n'ont aucun pouvoir de décision, ils ont pour seul rôle d'accomplir les tâches qui leur sont confiées ; c'est le principe du mandatement qui est à la base du système d'organisation des anarchistes : le fédéralisme. Tout le pouvoir à la base, aucun au sommet, voilà un principe fondamental de l'organisation libertaire.



Mais dès que l'on quitte le niveau de la faculté, les pratiques sont beaucoup moins claires. En fait, les étudiants en lutte sont dans leur grande majorité partisans de ce type d'organisation fédéraliste (en lui donnant d'ailleurs le nom de démocratie), mais il leur est quasiment impossible de contrôler les instances qu'ils mettent en place dès qu'elles se situent sur un plan national. La coordination nationale qui s'est tenue à Lyon les 5 et 6 mai, en est un exemple frappant.

Voici comment se déroulent les débats : pendant une quinzaine d'heures, étalés sur deux jours, les facs se succèdent pour donner leur point de vue ; à la fin de chaque point de l'ordre du jour, on passe au point suivant sans prendre de décision. C'est seulement après cette suite interminable d'interventions (dont l'immense majorité répète les précédentes et dont toutes, à quelques exceptions près, sortent systématiquement de l'ordre du jour, si bien que celui-ci n'est en fait qu'un alibi) que l'on passe aux décisions. Mais entre-temps, on fait des « suspensions de séance », dont le but avoué est de rédiger des « motions de synthèse » entre

les différentes facs qui se sentent sur des positions proches les unes des autres, mais dont le résultat inévitable est de favoriser la réunion parallèle des divers groupes politiques qui s'affrontent constamment lors des débats. Nous nous trouvons ainsi dans la plus pure atmosphère parlementaire : tout ce qui intéresse l'avenir du mouvement se joue dans des discussions de couloir entre leaders politiques. Dès lors, les interminables débats apparaissent beaucoup plus comme un moyen de compter les partisans de chaque tendance et de mesurer leurs divergences réciproques afin de pouvoir doser habilement une motion de synthèse. Et comme les erreurs d'appréciation sont toujours possibles, la présidence de séance se réserve toujours le droit de prononcer une autre suspension de séance afin de permettre une car-

refusant de s'allier au groupe Révolution, les autres l'acceptant dans un but tactique pour battre la tendance L.C.R. Une fois la scission consommée, chaque tendance prépare activement sa motion de synthèse. Pendant ce temps, la L.C.R. travaillait activement et, au bout d'une heure la synthèse semblait réalisée, ce qui ne présentait aucune difficulté sinon à l'égard de quelques inorganisés qui s'étaient égarés par-là. C'est à ce moment-là que le M.A.S. entra dans la salle, sa motion en main, et les négociations s'engagèrent.

Les deux parties débattirent d'abord pour savoir laquelle des deux motions serait prise pour base de négociations. Charlie Najman (leader du M.A.S. et membre du P.S.U.) eut cet argument d'un haut niveau : « oui, mais la nôtre est déjà terminée, et pas la vôtre ». Finalement, il fut convenu de conserver le paragraphe concernant les perspectives tel qu'il était proposé par le M.A.S., la L.C.R. rédigeant la première partie sur l'état du mouvement. Le M.A.S. quitta alors la salle pour attendre que la discussion puisse s'engager sur un texte enfin établi. Mais la synthèse des deux motions ne put se réaliser. Le premier round se termina donc au bout de trois heures, par un match nul sur tous les tableaux : les cinq tendances originelles présentèrent chacune leur motion.

Mais il était impossible d'en rester là. En effet, si le vote avait eu lieu à ce moment-là, la motion Révolution aurait recueilli 55 voix, le M.A.S. et la L.C.R. se partageant un total de 86 voix. Sentant le danger, les deux tendances bientôt réconciliées demandaient une nouvelle suspension de séance (aussitôt accordée, bien entendu !). Le temps d'une rapide confrontation et le cartel se réalisa autour de tous les lieux communs que l'on peut imaginer dans le mouvement étudiant actuel (condamnation de l'U.N.E.F. et du S.N.E.Sup. pour la grève générale de l'Université, unité avec les travailleurs...). Le vote put alors s'effectuer ; on ne risquait plus de désagréables surprises, la majorité habituelle serait reconduite au prix de quelques concessions.

Et l'avenir du mouvement étudiant dans tout cela ? Certes, des perspectives concrètes sont avancées, et de toutes parts, mais elles sont déterminées par des partis d'extrême gauche et non par les étudiants eux-mêmes ; et que se passera-t-il lorsque les étudiants prendront conscience d'avoir été débordés, comme cela se dessine dans certaines facultés ? Il cesseront de reconnaître et d'appliquer les décisions majoritaires votées dans la coordination nationale, et c'est ainsi que le mouvement s'effritera, avant de disparaître. Et à ce niveau, les responsabilités sont clairement établies.

UNE SEULE SOLUTION : LE FEDERALISME

Mais il faut se garder de tomber dans la démagogie facile qui consiste à faire retomber cet état de fait sur les organisations en tant que telles. En effet, nous avons vu que les inorganisés eux-mêmes marchaient à fond dans la procédure parlementariste des débats. Par conséquent, le défaut des coordinations nationales ne vient pas des gens qui y participent, mais du système qui les régit, système dont beaucoup sont dupes, aveuglés par l'alibi démocratique que représentent les longs débats où le président de séance refuse de couper la parole à ceux qui débordent de l'ordre du jour.

Et la solution ? Elle existe ! Elle réside simplement dans l'application, au niveau central, du système fédéraliste qui existe à la base. En effet, actuellement, les délégués se présentent mandatés un peu sur n'importe quoi, bien souvent sur des points ne correspondant pas à l'ordre du jour de la coordination nationale ; aucune importance, il est vrai, puisqu'ils sont tous condamnés à voter une motion de synthèse qui ne correspondra qu'imparfaitement à leur mandatement. Le vote de chaque délégué est finalement conditionné à l'avance par son appartenance politique ou ses accointances idéologiques, aussi vagues soient-elles. Il est, en réalité, facile de montrer que tous les délégués qui prennent part au vote trahissent le mandat de leur A.G., même si cette trahison n'est en générale que partielle.

Par conséquent, si l'on veut que le mandat des A.G. soit respecté, il faut d'abord que l'ordre du jour soit communiqué à l'avance à toutes les facs, afin qu'elles puissent envoyer des délégués avec un mandat complet et précis leur permettant d'être plus que des observateurs ; ensuite, que le vote intervienne sur chaque point à la fin de chaque débat séparé, donc que la présidence de séance remplisse effectivement son rôle, qui est de couper systématiquement la parole à tous ceux qui débordent de l'ordre du jour. Et lorsque tous les points auront été votés, une commission pourra se réunir pour rédiger un texte cohérent reprenant l'ensemble des décisions fragmentées.



L'argument opposé à cette pratique est que la motion finale serait incohérente. En fait, si cela arrivait, cela révélerait simplement l'incohérence des mandats élaborés par certaines A.G. ; et, dans ce cas, la faute en revient aux militants qui n'ont pas su être cohérents à la base. Il ne sert à rien de dissimuler l'incohérence (si incohérence il y a) des étudiants, en reprenant les thèses de l'organisation majoritaire dans le mouvement. Bien au contraire, si les étudiants pouvaient prendre leur mouvement en main, celui-ci gagnerait non seulement en cohérence, mais surtout en capacité à trouver des perspectives claires. En effet, plus le mouvement sera autonome et plus ceux qui s'y trouvent impliqués se sentiront concernés. Peut-on honnêtement, dans les circonstances actuelles, demander aux étudiants de participer massivement aux A.G. pour élaborer un mandat dont ils savent pertinemment qu'il sera, ou bien inutile, ou bien trahi ?

De plus, lorsque les délégués rapporteront tous les débats qui ont animé la coordination nationale, les étudiants trouveront de quoi réfléchir plus en profondeur sur leur mouvement. Et s'il est vrai qu'une grève de quelques semaines est infiniment plus formatrice pour l'esprit que plusieurs années de cours universitaires, fussent-ils à prétention subversive, encore faut-il que cette grève revête des formes susceptibles d'apporter à tous des motivations suffisantes.

Enfin, ce système serait de peu d'effet s'il n'y avait pas, pour combler le vide structurel entre les facs isolées et les coordinations nationales, des coordinations régionales permettant des échanges profitables et qui évitent la lourdeur des réunions nationales. Car c'est en développant les débats à tous les niveaux, que les magouilles politiques n'auront plus de raison d'être : le mouvement trouvera sa cohérence tout seul, sans tutelle et sans direction.

Alain SAUVAGE
délégué de la Faculté des Lettres de Tours à la Coordination nationale de Lyon

L'ARMÉE, ÇA CÔUTE CHER, C'EST INUTILE ET DANGEREUX...

L'armée ! Voilà bien un sujet qui paraît inépuisable. Et il l'est. Chaque jour, nos dirigeants la transforment, la suréquipent pour leur plus grande sécurité. Car elle est bien le pilier de l'Etat : sans elle, il s'écroule. La Patrie, cette carotte pour faire avancer les ânes, n'a toujours été qu'un alibi permettant de dissimuler quelques scandales économiques ou diplomatiques sur le dos de millions de victimes.

En plus de son rôle avilissant et criminel, elle est répressive, polluive, dangereuse, coûteuse. On n'hésite pas en effet à envoyer les militaires contre les grévistes ou contre les manifestants. Et comment ne pas vomir devant les fantastiques budgets alloués à l'armement alors que deux tiers de l'humanité sont complètement démunis.

Voici trois thèmes développés avec chiffres, moyens à l'appui piochés dans divers revues et journaux. Chaque travailleur doit être conscient que l'armée lui coûte très cher, lui prépare sa perte et qu'il pourrait s'en passer définitivement.

L'ARMÉE, ÇA CÔUTE CHER :

Pour s'en rendre compte, il ne suffit que de faire confiance aux chiffres :

— Budget mondial armement pour 1965 : 180 milliards de dollars.

— Budget mondial armement pour 1974 : 210 milliards de dollars.

D'année en année, le budget consacré à l'armement s'intensifie proportionnellement aux nouvelles techniques qui le justifient. Les gouvernements trouvent en effet plus nécessaire de développer leurs armées que d'apporter un soutien à l'humanité et en particulier aux pays du Tiers Monde.

— Population mondiale 3.600.000.000

— Population des pays sous-

développés 2.400.000.000

Les deux tiers de l'humanité souffrent de malnutrition, manquent de soins, d'hygiène, et de logements décentes. Cependant, le budget 1974 destiné aux engins de mort est égal à 7% du produit national brut mondial et équivaut à 20 fois cette aide dont ils auraient besoin.

Depuis 1900, il a été dépensé mondialement 7.500 milliards de dollars, soit 10.000 F actuels par habitant. Aussi doit-on signaler les immenses pertes humaines qui viennent s'ajouter à ce phénoménal gaspillage.

25 milliards de dollars étaient consacrés à la recherche dans le domaine de l'armement mondial en 1974 dont 10% pour le nucléaire, c'est-à-dire quatre fois plus que pour la recherche médicale. 400.000 chercheurs et scientifiques élaborent uniquement des engins de mort. Dans ce monde fou, tout est mis en œuvre pour la destruction. A quand l'Apocalypse ?

Examinons maintenant la position de la France dans ce triste domaine : Budget 1976 : 50 milliards de NF soit 1.000 F par tête (enfants, femmes, vieillards), autrement dit 4.000 F par travailleur. Chacun de ceux qui travaillent actuellement donne l'équivalent de deux salaires mensuels à l'armement et contribue ainsi à l'élaboration de nouveaux conflits. Nous sommes tous des assassins indirects. Chacun de nous a payé un fusil, un obus, qui en ce moment tue dans quelque endroit du monde.

Avec ces 50 milliards de francs, il eut été possible de construire 540.000 logements sociaux ou d'assainir 84.000.000 d'hectares de terrains remembrés, ou bien encore d'envisager un réseau ferroviaire de 8.000 à 12.000 km.

Rien que les retraites militaires, à elles seules, coûteront en 1976 environ 460 millions de NF.

Parallèlement à ses comparses de par le monde, la France augmente donc tous les ans son budget

militaire au détriment de l'aide au Tiers Monde à laquelle elle allouait :

— En 1962, 1,76% du budget,

— En 1964, 1,24%.

— En 1967, 1,02%.

300.000 civils travaillent dans l'armement. A cela, il faut ajouter les militaires de carrière, le contingent et toutes ces branches de l'industrie qui fournissent à l'armée les uniformes, les chaussures, les produits alimentaires... Cela fait quelques millions de Français qui collaborent directement à l'armée. Rien qu'en recyclant ces gens dans des branches pacifiques, la journée de travail pourrait être ramenée à 5 heures ! L'armée coûte donc en argent, en vies humaines, et s'oppose à la socialisation de la société.

L'ARMÉE, C'EST INUTILE :

Avec les importants moyens d'armement que nous possédons, avec la bombe et les sous-marins nucléaires que nous avons, à première vue, nous pourrions ressentir un sentiment de sécurité. Or, il n'en est rien. Ces armes qui attendent serviront fatalement un jour et il faut bien dire que la soi-disant défense nationale n'est qu'une énorme escroquerie.

Ce n'est pas en préparant la guerre qu'on obtient la paix. Et là encore, les chiffres parlent d'eux-mêmes : la France, pays surarmé, a participé à 175 conflits en 1.000 ans. La Hollande, pays peu développé militairement, n'en a eu que 35 dans le même temps. L'Allemagne nazie fut anéantie en 1945 après avoir été auparavant la mieux armée de la terre.

Donc, l'armée est inutile en cas de défense. On peut aussi se référer, pour se convaincre davantage, au palmarès obtenu par l'armée française depuis 1800 :

— 1814 : Défaite totale.

— 1815 : Défaite totale.

— 1870 : Défaite totale.

— 1914-1918 : 1.390.000 morts, 740.000 mutilés.

C'est ce qu'on appelle une victoire militaire.

— 1940 : Défaite totale.

A cela, il faut ajouter les deux défaites d'Indochine et d'Algérie, ce qui fait que la France a eu 6 défaites sur 7 conflits et des morts par millions dans les deux camps.

L'armée n'est donc pas une garantie contre l'éventuel envahisseur. Les envahisseurs étant toujours eux-mêmes des armées soudoyées par un Etat.

Ce qui fait le plus accepter l'armée dans l'esprit des gens, c'est cette fausse image de protection et de défense des civils. Fausse image, en effet, quand on sait qu'en :

— 1914-1918 :

France : 400.000 morts civils.

Europe (sauf U. R. S. S.) : 9.000.000 de morts civils.

— Deuxième Guerre mondiale :

4.600.000 civils morts Polonais.

1.400.000 civils morts Yougoslaves.

1.100.000 civils morts Allemands.

330.000 civils morts Français, etc.

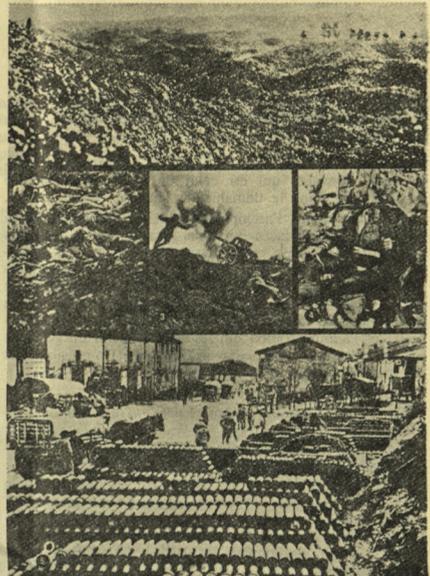
En temps de paix, l'armée coûte cher en argent.

En temps de guerre, l'armée coûte cher en vies humaines.

Il est donc bien clair que l'armée est inefficace pour la défense et la protection des civils. Elle n'est là que pour soutenir et sauver les intérêts d'un Etat bourgeois ou populaire qui sombre dans quelque crise économique et financière.

L'ARMÉE, C'EST DANGEREUX :

Il suffit de prendre pleinement connaissance des moyens énormes mis en œuvre, des armements diaboliques pour se rendre compte que l'armée



L'armée : criminelle en temps de guerre, ruineuse en temps de paix.

est ainsi une source de danger. En fait, elle n'a rien de rassurant, elle semblerait plutôt la terreur. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir que la force de frappe française équivaut à une seule fusée soviétique SS9. Comment ne pas éprouver un sentiment de crainte en apprenant que l'U. R. S. S. possède 288 de ces fusées !

Mais il existe aussi la terreur nucléaire ; les essais eux-mêmes, qui se sont déroulés antérieurement aux accords de Moscou, ont déjà causé 160.000 malformations infantiles ; une bombe de 20 mégatonnes peut anéantir n'importe quelle capitale en tuant à 300 km à la ronde.

Notre société sera pacifique ou ne sera plus !

Notre armement se veut aussi sophistiqué : ainsi apparaissent les armes chimiques, bactériologiques et météorologiques.

Pour se rendre compte qu'elles figurent parmi les plus dangereuses, en voici quelques-unes en exemple :

— Le gaz neuro-toxique provoque la mort par paralysie et étouffement.

— Le sarin, gaz incolore et inodore tue en quatre minutes.

— 1 mm³ de virus de la psittacose peut contaminer 20.000.000 de personnes.

— Et enfin, le plus effrayant, la toxine botulique dont 500 g suffisent pour anéantir la population du globe.

Toutes les armées possèdent ces armements, nous y sommes vulnérables. Nous sommes tous en danger de mort.

CONCLUSION :

Les armées bourgeoises, comme les armées populaires sont une offense à la liberté, et le support de toutes les dictatures.

Espagne de Franco, Grèce des colonels, Chili de Pinochet, autant d'exemples révoltants de totalitarismes meurtriers et inhumains. Pour que les hommes deviennent conscients, libres et égaux, il faut supprimer cette institution de crimes et de violences.

Philippe de Tonnerre.

POUR UN CONTROLE POPULAIRE DE L'ESPACE URBAIN

COMMENT FAIRE INTERVENIR L'USAGER DANS LES DECISIONS ARCHITECTURALES ET URBANISTIQUES

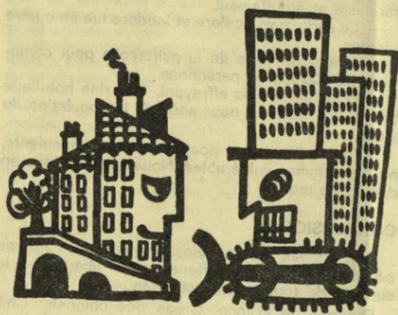
Par cette double page, nous posons un problème, relativement nouveau, qui est celui de l'intervention active de l'habitant dans le domaine de l'habitat et de la ville. Depuis toujours, l'architecture a été le domaine réservé du Prince. Les Princes qui nous gouvernent ne font pas exception à la règle et bien que l'on se dise en démocratie, le suffrage universel n'existe pas pour l'architecture. Craint-on que les usagers de l'architecture montrent un goût plus mauvais que celui des spécialistes? La chose paraît difficile lorsque l'on contemple ce que nos architectes et l'administration qui les écoute ou les dirige, nous ont offert depuis vingt-cinq ans. Il paraît impossible que les usagers fassent pire.

Mais que peuvent faire les usagers?

Un certain nombre d'expériences, d'interventions directes, nous enseignent que les usagers peuvent, s'ils le veulent, faire entendre leur voix et faire aboutir leurs souhaits.

Pierre Gaudibert, qui est animateur culturel dans le XV^e arrondissement à Paris et qui a publié un livre : **Action culturelle, intégration ou subversion** (Casterman Poche) nous a fait une liste de ces interventions et de ces luttes urbaines, nombreuses en Italie, en Belgique et en Amérique latine.

L'exemple de Bruxelles est à ce titre l'un des plus significatifs, car il montre comment l'union d'architectes refusant le système et d'habitants conscients de leurs droits peut modifier les décisions municipales ou nationales. En effet, en 1968, un jeune architecte effrayé par ce que l'on demandait à sa profession, Maurice Culot, y fonda l'A. R. A. U. (Atelier de Recherche et d'Action Urbaine). Face à la destruction systématique des vieux quartiers bruxellois et à l'occupation du centre de la ville par des immeubles de bureaux, l'A. R. A. U. décidait de faire une première action d'information, c'est-à-dire d'alerter l'opinion publique sur les projets urbanistiques qui souvent sont soigneusement dissimulés jusqu'au moment où l'action municipale est irrévocable. Une deuxième action consistait à constituer un comité d'habitants dans le quartier visé et d'étudier avec eux une alternative au projet officiel. Ce nouveau projet d'architecture, techniquement réalisé par Maurice Culot et ses camarades architectes, mais discuté, critiqué et amendé par le comité d'habitants, était ensuite proposé à l'administration. Les habitants pouvaient ainsi dire aux pouvoirs publics : « votre projet, nous n'en voulons pas, mais nous en avons un autre ». Comme celui-ci était aussi cohérent au point de vue urbanistique, il était difficile aux pouvoirs publics de le refuser sans discussions. C'est ainsi que les habitants



du quartier des Marolles qui devaient être expulsés au profit d'immeubles de bureaux, ont pu faire échec au projet de l'Etat et obtenir que leur quartier soit rénové d'après leurs propres idées.

La tactique des comités de quartiers de Bruxelles a

donné des résultats probants et il existe actuellement une centaine de comités de quartiers à Bruxelles qui, pour la plupart, sont fédérés dans l'Association « Inter-Environnement » qui se propose de développer une vision globale de l'aménagement de Bruxelles. Les comités de quartiers sont en fait un dépassement du pouvoir municipal et une sorte de contre-pouvoir, au niveau du quartier, formé par les habitants eux-mêmes, prenant leur destin architectural en mains et formant, en quelque sorte, une esquisse d'autogestion urbaine.

Je sais bien que l'autogestion, en système capitaliste, est un leurre. Et Paul Virilio, urbaniste préoccupé particulièrement des problèmes de la répression et de la contrainte dans notre actuel espace urbain, auteur d'un livre récent : **L'Insécurité du territoire** (Stock, éd.), a bien voulu nous donner un texte théorique sur le problème complexe de « l'autogestion de l'espace ».

S'il existe des exemples d'autogestion complète d'un espace bâti, nous les trouvons dans certains bidonvilles du Mexique ou d'Amérique du Sud. Par exemple, à Lima, en 1959, cent mille habitants des bas quartiers de la ville décidèrent de construire une cité nouvelle à dix-sept kilomètres de la capitale. Pour ne pas être contrôlés par l'administration, ils s'organisèrent en secret, se divisant en quatre groupes, faisant des plans avec des rues, places, écoles. Dans la nuit du 22 décembre, ces cent mille personnes se mirent en route avec leurs matériaux. Entre 22 et 24 heures, ils réussirent à monter mille maisons selon leurs plans. La police arrêta l'opération à minuit, mais cinq mille personnes avaient déjà réussi à former un quartier qui existe toujours. Je ne sais si celui-ci est encore autogéré par sa population, mais un immense bidonville de Mexico est, lui, après avoir été construit d'une manière « sauvage » actuellement entièrement autogéré. C'est évidemment l'exemple type de l'autogestion de la misère. Mais c'est aussi l'affirmation d'une volonté populaire d'une autre forme d'habitat, d'une autre forme d'urbanisme, et par-là même d'un autre style de vie.

Dans la même perspective nous avons pu voir cet hiver à Paris l'exposition d'« architectures marginales » réalisées par des hippies et autres jeunes gens fuyant la civilisation industrielle aux Etats-Unis. C'est aussi un exemple d'autoconstruction et d'autogestion de l'espace.

Refuser ces exemples, c'est refuser toutes les tentatives d'autogestion de l'espace faites dans le cadre capitaliste : le phalanstère de Fourier, l'Icarie de Cabet, les communautés innombrables qui se sont formées au XIX^e siècle comme un antidote à la société bourgeoise. Elles ont toutes échoué, soit, mais elles se proposaient comme exemples, comme archétypes et elles n'ont pas complètement échoué puisque leur exemple est toujours vivant en nous.

La volonté populaire d'affirmer son refus de l'espace bâti « officiel » a par ailleurs conduit certaines municipalités à réaliser des expériences de participation avec les habitants, par exemple à Grenoble et à Juvisy.

A Juvisy, les habitants ont été invités par la municipalité éeue en 1971 sur la base du Programme Commun de la Gauche à intervenir dès la première phase des études. L'occasion était ainsi donnée aux habitants de se situer d'abord clairement par rapport à leur ville. Par ailleurs, la dynamique de l'intervention était inversée puisque l'initiative pouvait partir de la base et ne remonter qu'ensuite aux instances administratives et techniques. L'expérience a été un demi-échec dans la mesure où la participation des habitants a été faible. Mais elle a peut-être été faible parce que l'initiative avait été politiquement téléguidée et non née spontanément à la base. Ajoutons à cela qu'une participation active aux problèmes du domaine bâti n'est collectivement possible qu'avec un raccourcissement des horaires de travail. Il faut avoir du temps libre pour pouvoir réfléchir, étudier et agir utilement en collaboration avec des techniciens qui, eux, sont occupés à plein temps. L'autogestion de l'espace bâti restera aussi un leurre si le temps nécessaire pour cette action n'est pas inclus dans les heures de travail.

Ajouter que l'action peut être ponctuelle et concerne aussi bien l'immeuble ancien que le quartier neuf. Nous avons vu des locataires d'immeubles menacés d'expulsion au nom de rénovations abusives former des associations

et résister aux démolisseurs. Grâce à ces prises de conscience du droit au logement, du droit à la ville, l'époque où des « videurs » profitaient de ce qu'une petite vieille descend acheter une bouteille de lait pour murer la porte de son appartement, où du ciment était déversé dans des conduites d'eau par des ouvriers soi-disant plombiers, l'époque des « casseurs » semble toucher à sa fin. On vide encore, mais plus en douceur. Si les habitants étaient informés de leurs droits, de leur pouvoir en étant associés, on ne viderait plus. Ce n'est pas encore d'autogestion de l'espace urbain qu'il s'agit, mais, comme le dit Gaudibert, d'un « contrôle populaire de l'espace urbain ». Tous les militants doivent être conscients qu'ils ont, là, un rôle capital à jouer.

Michel RAGON.

Il existe peu de livres sur ce sujet, encore neuf et à demi-clandestin. Je vous recommande néanmoins : **Luttes urbaines** par Manuel Castella (Maspero); **L'Architecture mobile** par Yona Friedman, sous-titrée : « Vers une cité conçue par ses habitants » (Casterman-Poche); **Utopies réalisables** par Yona Friedman (10 x 18 poche); **Une expérience d'urbanisme démocratique** par Ch. Alexander (Seuil).

Un film récent de Serge Poljinski est aussi à voir : **La ville est à nous**.



CONTROLE POPULAIRE DE L'ESPACE URBAIN ?

Face à la planification urbaine décidée par les pouvoirs et les technocrates, face à l'urbanisation sauvage des promoteurs aidés des videurs, se multiplient les luttes d'autodéfense (comités contre les expulsions, luttes dans les foyers, occupations de locaux vides, grèves des augmentations de loyers, autoréduction des loyers, etc.). Mais à côté ou en même temps s'affirment quelques expériences des voies pour permettre un contrôle populaire de l'espace urbain, voire une appropriation, une autogestion de l'urbanisme, tout en se méfiant des mystifications réformistes du type participation « en trompe-l'œil ».

Il faut mettre à part ce qui a été présenté dans une exposition à Paris sous le titre d'« architectures sauvages » qui est l'imagination au pouvoir dans l'autoconstruction ; détournant des techniques traditionnelles (le bois et la

tradition des charpentiers américains) ou une technologie de pointe (les dômes), parfois avec les déchets de la société de consommation, des individus ou des groupes ont multiplié aux U.S.A. des maisons individuelles ou communautaires, arrivant pour un temps à édifier des « contre-villes ». Le nouveau journal **Le Pont** diffuse ces initiatives pour le contexte français.

Quelques exemples en France d'initiatives de base

Grenoble : « Autoréhabilitation ». La population aidée d'animateurs de base prend en main dans le vieux quartier Saint-Laurent l'installation d'un minimum de confort dans des immeubles vétustes.

Roubaix : Dans le quartier de l'Alma-Gare, l'Atelier populaire d'Urbanisme étudie et lutte pour une rénovation qui préserve l'existence de la « communauté humaine ».

Cergy-Pontoise : Des ateliers communautaires d'aménagement du cadre de vie par les habitants ont conçu, puis réalisé des aménagements collectifs et étudié la conception d'un nouveau quartier (Cf. la revue **Place** n° 3).

Mentionnons enfin l'exemple de Bruxelles dont il est question dans le texte de Michel Ragon.

Pierre GAUDIBERT.

L'ETAT D'URGENCE OU L'AUTOGESTION DE L'ESPACE

Parler d'autoconstruction, c'est d'abord faire retour vers la gestion de l'espace et tenter de discerner les causes de l'obscurantisme sur les questions de lieu et de milieu, sur l'analyse et la pratique d'un territoire qui sans cesse nous échappe au travers d'une éducation qui fait l'impasse sur la dimension stratégique de l'espace.

L'oubli du lieu, la dé-localisation, est l'une des formes les plus insidieuses de l'aliénation populaire ; perdre pied, c'est toujours se noyer ou se laisser noyer ; c'est ce qui est arrivé aux populations ouvrières lors des grandes déportations qui ont commencé au XIX^e siècle et n'ont pas cessé de se poursuivre dans les concentrations urbaines. A l'oubli du corps animal et social dans la révolution industrielle, a succédé l'oubli du corps territorial dans la « révolution des transports ».

En fait, la levée en masse aura été un phénomène permanent et prolongé au-delà des guerres de la Révolution et de l'Empire, la mobilisation totale de la nation s'est signalée par une perte du tact et du contact. Dans la cité de l'âge industriel, toutes les relations ont été déphasées : relations des corps, des groupes, des quartiers, etc. Un homme perdu au sens strict des nécessités de l'orientation, voilà le dernier citoyen, le citadin, moins habitant que « passant », moins enraciné que déraciné, moins « sociétaire » à part entière que « temporaire ».

Ce qui se passe actuellement dans l'emploi, cette prolétarisation à temps partiel, est en tout point comparable aux déportations du travail ; dans le premier cas on déportait dans l'espace (de l'Afrique vers l'Europe, par exemple), dans le second, on déporte dans le temps (le temps de travail et le temps de chômage). Il y a désormais deux temps comme il y a deux espaces : le temps développé de l'emploi et celui sous-développé de l'inactivité et de la misère. A une nouvelle géographie du travail, redessinée à partir du redéploiement industriel multinational, il faudrait donc adjoindre une chronosociologie du travail temporaire ; nous sommes là au cœur de l'espace contemporain, espace « stéréopolitique » où les catégories du temps et de l'espace sont traitées en simultanéité par l'Etat, l'Etat terminal d'information.

Recueillir de plus en plus rapidement, puis capitaliser l'information sur la matière et sur les corps (territoriaux, sociaux, animaux...), voilà la stratégie de l'état d'urgence anational en voie de constitution au-delà des blocs Est-Ouest ; harmoniser au mieux des intérêts d'un centre abstrait, les réseaux relationnels, voilà la forme moderne du pouvoir totalitaire ; la voici la violence à l'état pur : la violence.

Si de tout temps, l'Etat central a accumulé la violence au détriment du droit individuel, c'était à l'aide de divers moyens de pénétration, de communication et de combat. En réalité, il fallait capitaliser la vitesse pour pouvoir capitaliser la richesse. La révolution industrielle qui a permis la révolution des transports, a effectué la mutation, elle a offert au pouvoir central, l'instantanéité et l'ubiquité non plus mythiques mais pratiques. Grâce à la révolution des transports (automobiles et audio-visuels) la révolution industrielle s'est révélée essentiellement comme « fabrique de violence » ou si l'on préfère comme **fabrique de vitesse**, c'est-à-dire **industrie de pouvoir**. Les luttes populaires sont alors inconsciemment entrées dans le champ d'une relativité qui échappait aux militants « progressistes » ; à la guerre de l'espace, aux conflits de classes, succédait la guerre du temps.

Il nous reste donc à poser une double question : **quel est le pouvoir de la vitesse et quelle est la vitesse du pouvoir considéré** (Etat centralisé ou commune de base autogérée) ? En fait, nous pouvons ébaucher une réponse l'ébaucher seulement : plus l'Etat s'étend et se concentre, plus il pénètre intensivement les corps (territoriaux, sociaux,

animaux...); plus l'Etat est extensif, plus il est rapide et intensif. Nous sommes devant ce qu'on pourrait nommer un « géométral de la régulation sociale ». Il ne faut donc plus l'oublier : de même qu'il y a une géographie politique originale de la crise, il y a une géométrie politique



de l'urgence qui résulte de la quasi-instantanéité de l'action à distance.

Sans que nous en soyons encore clairement conscients, l'accélération nous opprime, la possession de media audiovisuels privés ou de véhicules automobiles nous abuse, nous laissant dupes du partage du pouvoir de violence de la vitesse, retombées qui n'ont d'autre but que de nous mobiliser au service de l'Etat. Depuis le XX^e siècle, l'écart qualitatif de vitesse (de violence) a pris de telles proportions qu'il ne peut plus être comblé par les masses populaires.

La gestion de l'espace mène donc à celle du temps. La question du logement introduit immédiatement à celle du mouvement. Il ne s'agit plus seulement de construire sa maison ou la maison commune, il s'agit de reconstruire l'habitat, c'est-à-dire la durée et l'étendue des rapports sociaux.

Délimiter une surface utile par un plan, un volume habitable par un mur et un toit, c'est, nous l'avions semble-t-il oublié, baliser une durée de déplacement interne. Choisir des briques pour les murs, des tuiles pour le toit, un plancher de bois et des revêtements d'étanchéité avec des menuiseries métalliques, c'est combiner à l'aide de matériaux, des temps différents : celui de l'enduit n'est pas celui de la résistance de la brique, la durée/durété du métal des huisseries n'est pas celle du bois des planchers, etc. De même, à l'échelle d'un groupe d'habitants, tracer un plan-masse rectiligne ou curviligne, c'est aménager différemment les temps des déplacements externes et la vitesse de circulation des habitants.

L'autogestion de l'espace est donc simultanément celle du temps, un temps à reconquérir, une géométrie sociale à inventer. Puisque le pouvoir, c'est aussi se lancer à la poursuite du temps perdu.

Paul VIRILIO.

LIBAN : 20.000 morts après...

Beyrouth, 13 avril 1975 : fusillade sur un autobus ramenant un groupe de Palestiniens : 27 tués, pour la plupart des femmes et des enfants.

Ce drame allait inaugurer l'escalade de violence qui ensanglante le Liban encore aujourd'hui. Mais comment un tel événement, qui aurait pu se limiter à lui-même et rester dans la chronique des faits divers, a-t-il été le détonateur d'une telle vague de massacres ? Et comment le Liban, « Suisse du Moyen-Orient », a-t-il pu s'enflammer et sombrer dans la guerre civile ?

Pour bien saisir le problème, il est nécessaire de faire un petit retour en arrière, et d'essayer de définir ce qu'était le Liban d'avant les événements de 1975.

Le XIX^e siècle voit l'introduction du capitalisme au Liban, qui va se concrétiser par l'apparition d'industries commerciales à la tête desquelles, grâce aux capitaux français, se trouvera placée une bourgeoisie qui sera tournée vers l'Occident. Puis viendra l'époque du mandat français (1918-1946) qui donnera plus d'intérêt à une agriculture non tournée vers les besoins locaux, mais vers l'exportation.

En 1946 enfin, le Liban deviendra indépendant et pratiquera la politique du fait accompli dans la continuité, d'où découleront tous ses malheurs.

En effet, ne se sentant nullement concerné par ses voisins, le Liban appliquera une politique économique toujours tournée vers l'Occident, ce qui fera de lui un pays sensible aux moindres bouleversements extérieurs.

Parallèlement, il deviendra le coffre-fort du Moyen-Orient : les banques s'y multiplieront à une incroyable vitesse, et, sous un aspect de réussite et de paix sociale exemplaire, consacreront une bourgeoisie qui jouira non seulement de privilèges, mais du respect — tradition oblige — de tous les citoyens.

Ainsi, le fossé ne cessera de se creuser entre une bourgeoisie qui accroîtra sans cesse sa puissance et un prolétariat de plus en plus défavorisé. Les inégalités se situent aussi bien sur le plan économique que sur les plans confessionnel et social.

Les chrétiens, communauté minoritaire au Liban, constitueront une grande partie de la bourgeoisie dominante et des cadres, tandis que les communautés islamiques formeront un prolétariat et un sous-prolétariat sans aucun espoir de promotion sociale.

Le maintien de ces différences entre riches et pauvres, chrétiens et musulmans, seront évidentes pour l'homme de la rue.

Tout cela contribuera à entretenir les inégalités économiques et sociales qui se justifieront presque dans la mesure où l'on est chrétien ou musulman.

Ainsi, l'appartenance communautaire, très vivace et toujours entretenue, fut pour une grande part à l'origine des conflits, dont le détonateur a été cette fusillade du 13 avril 1975.

A partir de là, l'une des communautés accusant l'autre, le ton plus vivace cette fois-ci que les précédentes, enclenche l'escalade de violence qui voit s'affronter les différentes parties : les Phalangistes chrétiens, les forces islamiques, et les Palestiniens accueillis par le Liban.

Cette fois, les affrontements prennent une dimension inconnue jusqu'alors. Les batailles entre miliciens chrétiens et musulmans dénoncent une forte détermination, la volonté d'un abécès qu'il faut crever.

Les différents leaders politiques, devant l'amplification des combats de rues, organisent des rencontres qui se révèlent inefficaces.

C'est à ce niveau qu'une question se pose : pourquoi l'armée n'est-elle jamais intervenue ? Tout simplement parce qu'elle est à l'image de la société libanaise !

En effet, au sein de l'armée libanaise, les officiers et les cadres militaires sont pour la plupart des chrétiens, alors que les troupes sont formées par les musulmans.

On comprend ainsi aisément le refus des forces islamiques de la proposition de la droite chrétienne préconisant de faire intervenir l'armée pour solutionner le conflit, qui aurait alors tourné à l'avantage des Phalangistes.

Dans le même temps, les attaques répétées d'Israël au Sud-Liban contre les camps palestiniens, entretiennent un état de tension permanent : les Palestiniens, pour une partie de la population, deviennent la cause d'une partie de ses malheurs.

Les mois de juillet et août qui connaissent une certaine accalmie, voient des attaques continuelles d'Israël sur le Sud-Liban, comme si les bombardements de l'aviation israélienne prenaient le relais des affrontements intérieurs au Liban, qui commencent à s'atténuer. Les forces progressistes libanaises publient pendant ce temps leur programme pour un arrangement entre les différentes tendances, contredit presque point par point par le parti phalangiste de Pierre Gemayel.

Les affrontements entre milices font place à la vraie guerre civile, avec la participation directe des masses. Plus personne n'est à l'abri. La violence se généralise, les enlèvements, les tortures et les mutilations se multiplient.

C'est alors que le conflit et ses répercussions commencent à prendre une dimension internationale et qu'un proche voisin, la Syrie, commence à avoir quelques inquiétudes.

En effet, en Syrie comme au Liban, plusieurs communautés religieuses se côtoient et il ne faudrait pas que l'exemple libanais fasse tâche d'huile. De plus, les parties antagonistes se précipitant, la perspective d'un démantèlement du Liban se fait de plus en plus jour et dans ce cas la Syrie annexerait son voisin qui lui était en partie rattaché au début du siècle.

La Syrie a donc tout intérêt, soit à aider son voisin à trouver une solution rapide pour sa réunification, soit dans le cas d'un démantèlement, à l'annexer, de façon à ce que ce démantèlement lui profite.

C'est ainsi que le ministre des Affaires étrangères syriennes, pendant un séjour à Beyrouth de 6 jours (19-25 septembre 1975) essaie de mettre sur pied une solution, et il parvient à arrêter les combats... jusqu'au 8 octobre,



date à laquelle la violence reprend dans la capitale libanaise...

Pendant que les politiciens locaux ne trouvent rien de mieux que de s'envoyer à la figure accusations et injures, une médiation extérieure est entreprise par Mgr Bertoli, représentant spécial de Paul VI, et Maurice Couve de Murville, envoyé par Giscard. Cette médiation est très mal accueillie par les forces progressistes qui voient là une ingérence étrangère dans les affaires intérieures libanaises.

Le 2 décembre, l'aviation israélienne largue des centaines de bombes sur les camps. Les victimes sont cette fois-ci encore, pour la plupart, des femmes et des enfants.

Pourtant, au début de 1976, c'est le retour au calme. La vie civile essaie de se réorganiser. Le Président de la République libanaise se rend à Damas pour y rencontrer son homologue syrien, en vue d'une dernière mise au point d'un nouvel accord sur un règlement de la crise.

Ce plan, qui provoquera une atmosphère de suspicion dans les partis, précédera l'intervention d'un élément nouveau et inattendu dans le conflit : l'armée. En effet, celle-ci ayant été inexistante pendant 8 mois, se regroupe sous la bannière du lieutenant Ahmed Khatid et contrôle les deux tiers du territoire libanais.

Le 11 mars, le général Aziz Ahdab organise un coup d'Etat, et demande dans un communiqué la démission du chef de l'Etat et l'élection d'un nouveau président. Frangie refuse, et les interminables allées et venues entre la Syrie et la droite chrétienne reprennent. Les forces progressistes islamiques, accusant la Syrie de « détournement d'alliance », provoquent de nouveaux heurts, et la violence va reprendre le devant de la scène.

A ce stade du conflit, les attaques des forces de gauche ne se limitent plus aux combattants de la droite chrétienne et vont frapper des troupes de soldats syriens stationnées à la frontière libanaise, lesquelles répliqueront sur ordre du gouvernement syrien par l'invasion militaire du Liban.

La Syrie justifie son action en prétendant agir « pour défendre tous les opprimés » — voulant peut-être parler de la bourgeoisie libanaise qui voit l'effondrement de son emprise économique. Quand au Président Frangie, dont le refus de démission envenime une situation déjà désastreuse, il remercie son homologue syrien pour ses efforts et l'affection qu'il porte au Liban et à son unité. Tout cela n'est évidemment pas très sérieux... Car que recherche à court terme la Syrie ? S'assurer une position confortable pour les négociations avec Israël au sujet du Golan, en faisant élire au Liban un Président pro-syrien, en l'occurrence Elias Sarkis, contre Raymond Edde, candidat officiel du Mouvement National Libanais.

Et pendant que le gouvernement irakien demande la convocation en session extraordinaire de la Ligue Arabe, afin d'arrêter toute ingérence étrangère au Liban, Kissinger, discret jusqu'ici, déclare que l'intervention syrienne se rapproche de la limite de ce que les Etats-Unis et Israël peuvent tolérer.

Aussi l'atmosphère n'étant pas à la détente, Yasser Arafat qui, par les événements libanais, est devenu un partenaire politique à part entière, se rend à Damas pour réconcilier la gauche et la Syrie. De cette entrevue découlera un accord en 7 points qui précédera l'attachement de l'initiative syrienne, et qui précédera le retrait des troupes syriennes d'un Liban qui n'est plus qu'un champ de bataille.

Après 15.000 morts et un an de combat, Frangie comprend enfin qu'il doit démissionner pour favoriser l'élection d'un nouveau Président de la République, ce qui n'empêchera pas les incessants combats de succéder aux incessants cessez-le-feu.

L'élection en question, prévue pour le 1^{er} mai et qui est repoussée le 8 du même mois sous la pression des forces de gauche et par suite d'événements intérieurs qui attisent davantage le feu de l'action meurtrière, tourne en faveur d'Elias Sarkis, le candidat de droite pro-syrien, qui est élu aux deux tiers des voix de l'Assemblée. La gauche, par la voix de Komal Joubblatt ne reconnaît pas la validité de l'élection et maintient ses troupes dans les territoires qu'elle contrôle. Il n'en faudra pas plus pour créer de nouveau une situation précaire dans le pays.

La Syrie ayant aujourd'hui mis la droite au pouvoir, ce que les Etats-Unis souhaitaient sans aucun doute, on serait tenté de soutenir la thèse des forces de gauche dénonçant une alliance tripartite entre la droite chrétienne, les Etats-Unis et la Syrie, cette dernière faisant office d'agent de police des U.S.A. et d'Israël. Mais alors, comment expliquer l'attitude syrienne qui, pendant et après les guerres contre Israël, fut soutenue et armée par l'U.R.S.S., devenant ainsi le partenaire le plus dur et le plus intransigeant à la table des négociations ? Comment expliquer que la Syrie qui a toujours, au fil des guerres, refusé une solution au problème du Moyen-Orient qui porterait préjudice aux Palestiniens, se soit trouvée au cours de sa médiation au Liban, de l'autre côté de la barrière ? S'est-il produit, à ce niveau-là aussi, un détournement d'alliance — fort discret dans ces conditions — susceptible de consacrer l'hégémonie totale des Etats-Unis au Moyen-Orient ?

Ainsi, n'en déplaise aux marxistes qui ont déjà tout expliqué et résolu au sujet du problème libanais, je ne tracerai aucune conclusion sur le jeu des différentes parties en présence et sur leurs actions en fonction d'éventuelles pressions extérieures, et j'attendrai que la situation se clarifie davantage. En effet, c'est souvent à la leur des périodes qui suivent les événements que l'on voit et que l'on comprend mieux le jeu qu'ont cherché à jouer les antagonistes.

Cependant, idéologiquement, une conclusion est déjà tirée depuis longtemps. Si le confessionnalisme n'avait pas été entretenu d'une manière aussi vivace au Liban, s'il n'avait pas justifié les inégalités économiques, jamais ce pays n'aurait sombré dans une effusion de sang où l'on ne juge plus son voisin qu'en fonction de sa confession, prouvent bien que la contrainte morale, c'est-à-dire la religion imbécile et abrutissante, n'est pas la contrainte la moins urgente à supprimer.

MORISCO.

ITALIE

Décrire la co-politico-social pas chose facile assiste à des é tants, à des sortes, aux qu tres, hauts f mes politique après la chute les institution de la mentalité les instrument encore en vij

Le 7 avril été assassiné lors d'une manifestation (5.000 ron), à Rome. Justice, qui fait mention de l'ation de l' 9 ans de pris de Giovanni M xième fois en rap proche de la police tirait et

La crise du considérée en nente par to politiques. La tienne, restée ment après la tique, s'est t petits partis (liste) qui la toujours. Avec nes déclarées Congrès, la dé pourra difficile « compromis » ministre lui of tion de la pol

Fascistes et essayer, aux p de tirer leur le dos des trava du.

ALLEMAGNE

En Bade-W tions au Landt pour la prem majorité aux tes (52,5 %). tions (4 avril) accentué les p (56,7 %), tand démocrates et laient. Extrém communistes o tats dérisoires

De nouvelle lieu en septem on assiste à tions, à des pro de tous les pa masquer la cri démocratie.

A Berlin-Ou poste-émetteur qui tous les q position dans l les nouvelles q geoise passe sou le 1^{er} mars, son les nouveaux t en commun, la population à né des conse gratis. Diverses eu lieu, marqu tion brutale d rant plusieurs j stations de mét

A Cologne, l leur responsable freigung », milita

Informations internationales

ITALIE

Décrire la situation économique-politique sociale de l'Italie n'est pas chose facile ; chaque jour on assiste à des événements déconcertants, à des scandales de toutes sortes, auxquels sont mêlés ministres, hauts fonctionnaires, hommes politiques, etc. Trente ans après la chute du fascisme, toutes les institutions sont imprégnées de la mentalité de ce régime dont les instruments législatifs restent encore en vigueur.

Le 7 avril un jeune homme a été assassiné par un garde civil, lors d'une manifestation de protestation (5.000 participants environ), à Rome, devant le palais de Justice, qui faisait suite à la confirmation de la condamnation à 9 ans de prison de notre camarade Giovanni Marini. Pour la deuxième fois en quelques jours, la police tirait et tuait froidement.

La crise du gouvernement est considérée en Italie comme imminente par tous les observateurs politiques. La démocratie chrétienne, restée seule au gouvernement après la dernière crise politique, s'est trouvée isolée des petits partis (républicain et socialiste) qui la soutenaient depuis toujours. Avec les divisions internes déclarées lors de son dernier Congrès, la démocratie chrétienne pourra difficilement échapper au « compromis » que le Parti communiste lui offre pour une co-gestion de la politique italienne.

Fascistes et communistes vont essayer, aux prochaines élections, de tirer leur épingle du jeu, sur le dos des travailleurs, bien entendu.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

En Bade-Wurtemberg, les élections au Landtag de 1972 avaient pour la première fois donné la majorité aux chrétiens démocrates (52,5 %). Les récentes élections (4 avril) au Landtag ont accentué les progrès du C.D.U. (56,7 %), tandis que les sociaux-démocrates et les libéraux reculaient. Extrémistes de droite et communistes ont obtenu des résultats dérisoires : 0,9 et 0,4 %.

De nouvelles élections auront lieu en septembre et dès à présent on assiste à de nouvelles coalitions, à des programmes radicaux de tous les partis pour éviter ou masquer la crise dans la social-démocratie.

A Berlin-Ouest fonctionne un poste-émetteur pirate (P.U.W.), qui tous les quinze jours prend position dans l'actualité et donne les nouvelles que la presse bourgeoise passe sous silence. Lorsque, le 1^{er} mars, sont entrés en vigueur les nouveaux tarifs des transports en commun, le P.U.W. a appelé la population à protester et a donné des conseils pour voyager gratis. Diverses manifestations ont eu lieu, marquées par l'intervention brutale de la police qui, durant plusieurs jours, a surveillé les stations de métro.

A Cologne, Ralph Stein, rédacteur responsable du journal « Beifreiung », militant syndicaliste des

métaux, incarcéré depuis avril 75, aurait été relâché. Inculpé sans preuves sur de vagues témoignages, il reste encore sous surveillance, mais nous ne savons que trop que c'est d'un procès d'opinions, comme ça devient si fréquent en Allemagne de l'Ouest, dont a été victime notre camarade.

Fédération Anarchiste du pays de Bade

A Neulussheim, nos camarades disposent maintenant d'un local avec bibliothèque, salle de réunions et boutique. A Bruchsal, le groupe local est poursuivi par les policiers. Ces derniers ont adopté, à l'égard de nos camarades, une tactique ignoble : la filature perpétuelle, jusqu'à ce qu'ils craquent. De plus des équipes de mouchards surgissent de tous côtés... Beauté de l'Etat policier !

Un petit malin !

La revue d'extrême droite « Nation Europa », dans son numéro de mars, publie la lettre d'un lecteur qui, sous une forme doucement ironique, présente une suggestion que le gouvernement de Bonn — et celui de Paris ! —

qui, arrêtés le 5 avril 68, seront condamnés le 30 octobre de la même année à quatre ans de prison. Ils seront libérés quatorze mois plus tard, le verdict n'ayant pas été validé. La Cour suprême fédérale valide le verdict, mais les condamnés prennent la fuite. Baader sera arrêté à nouveau le 4 avril 1970 à Berlin et libéré par l'intervention d'un groupe armé dont Ulrike fait partie. La « bande Baader-Meinhof » est constituée. En juin 70 elle prend le nom de « Fraction de l'armée rouge » (R.A.F.), et en 71 cette R.A.F. publie une brochure : **Conception de la guérilla urbaine** dans laquelle Ulrike Meinhof expose son but politique ; se référant au marxisme-léninisme, aux écrits de Mao, à Che Guevara, elle préconise la lutte armée contre le système de l'Allemagne fédérale.

Il s'agit, par des actes de rébellion caractérisée et par des actions terroristes, de réveiller la conscience critique des masses et de créer une situation révolutionnaire « où seuls comptent les fusils » !

Les attentats se succèdent, la police organise dans tout le pays une véritable chasse à l'homme, marquée d'incidents sanglants et

conditions inhumaines de la détention, mourait dans sa cellule faute de soins. En Allemagne Fédérale la police tue facilement, l'Etat soi-disant social-démocrate et libéral devient un Etat policier, foulant aux pieds la liberté d'opinions et les libertés individuelles les plus élémentaires.

Ulrike Meinhof est morte après 4 ans de prison, et quelle prison ! Suicide ou liquidation ? Pour nous elle a été victime d'un régime et d'une société fondés sur la violence, sur l'omnipotence de l'Etat, sur l'oppression des individus. Ulrike n'était pas Anarchiste et nous ne pensons pas que la guérilla urbaine soit une méthode opportune et efficace, que ce soit en Allemagne ou ailleurs.

Dans la lutte implacable, sans issue parce que désespérée, que cette femme avait engagée contre le système, nous ne voulons retenir que le courage d'une militante.

SUISSE

Zurich

Le groupe James Guillaume organise les 3 et 4 juillet à Stéfa (15 km de Zurich) une réunion

cinq assassinats. La population a apporté son soutien aux travailleurs et a manifesté dans les rues lors des enterrements des victimes.

Barcelone

D'importantes manifestations de protestation se sont déroulées après l'assassinat du militant libertaire Orió Solé. Les travailleurs de Faema sont en grève depuis le 4 février, ceux de Mik, depuis le 27 janvier, et ceux de Harry Walker depuis le 14 mars.

A Barcelone comme dans les autres villes industrielles, les salariés se révoltent contre les patrons protégés par la police et préparent leur défense lors de grèves difficiles.

Encore un premier mai franquiste

Toutes les manifestations, tous les rassemblements du 1^{er} mai ont été interdits et dès la veille, dans toute l'Espagne, on remplissait les commissariats de militants syndicalistes...

Des défilés ont cependant réussi à manifester dans toutes les grandes villes espagnoles et le drapeau rouge et noir de la C.N.T.-F.A.I. a été en maints lieux déployé (presse bourgeoise unanime !).

BELGIQUE

Une revue « Alternative libertaire » qui en est à son 3^e numéro, regroupe les camarades anarchistes et présente des articles intéressants sur l'anarchisme et les syndicats belges.

HOLLANDE

Le Congrès de la Fédération Anarchiste hollandaise a adopté une série de résolutions concernant son programme de base et de relations avec les autres groupements. Tant en ce qui concerne l'autogestion, le fédéralisme, l'abolition de tout pouvoir autoritaire, que la position à avoir à l'égard des syndicats qui aspirent à conquérir le pouvoir d'Etat, nos camarades ont un point de vue analogue à celui de notre Fédération Anarchiste. Le Congrès a affirmé l'autonomie des groupes, le secrétariat de la Fédération étant un organisme de coordination et non de direction. Cette dernière formule n'a pu satisfaire certains camarades qui ont aussitôt fabriqué une O.R.A. hollandaise se réclamant largement de la plateforme autoritaire d'Archinoff. Les « vieux » anarchistes groupés autour de la revue « Recht voor allen » semblent se réconcilier avec la Fédération.

L'Union s'est faite dans la lutte antimilitariste et dans la défense de Ger Pauw, insoûmis total, membre d'Insoumission collective internationale qui, depuis le 22 février, proteste contre l'armée par une grève de la faim.



Manifestation du 1^{er} mai à Barcelone

feraient bien d'étudier. Ce lecteur croit qu'on ne peut renoncer à l'énergie nucléaire, mais « afin de désarmer les résistances des défenseurs de l'environnement, il faudrait construire la prochaine centrale nucléaire à Bonn, dans le voisinage du siège du Parlement et du Gouvernement. Les politiciens pourraient ainsi démontrer qu'eux-mêmes ne sont point convaincus des soi-disant dangers des centrales nucléaires ».

La mort d'Ulrike Meinhof

Ulrike Meinhof débuta dans la vie politique comme rédactrice en chef de la revue de gauche « Konkret » qui dirigeait à Hambourg son mari Raimon Pöhl, revue qui combinait astucieusement le sexe et le marxisme. Ulrike ressentit assez vite le néant de ce gauchisme pour salons mondains, de cette bourgeoisie progressiste jouant à la révolution entre deux partouzes. Elle passera rapidement du refus de cette société à l'action. Lors d'un assez long séjour à Francfort, elle fera la connaissance de Gudrun Ensslin et d'Andreas Baader, deux des quatre inculpés de l'incendie de deux supermarchés

de multiples arrestations, frappant dans les milieux suspects de l'extrême-gauchisme à l'anarchisme.

Le 15 juillet 72, Ulrike est arrêtée à Hanovre. Incarcérée à Cologne, elle est transférée à Berlin pour un premier procès. Le 8 avril 74, elle est condamnée à 8 ans de prison. Puis c'est le procès spectaculaire de Stuttgart-Stammheim qui, commencé le 21 mai 75, n'est pas encore terminé, et qui a donné lieu à de nombreux incidents et à une violation cinquième des droits de la défense. Les 4 accusés : U. Meinhof, A. Baader, G. Ensslin et Raspe ont tenu tête à la justice avec véhémence et rien ne laissait prévoir qu'on découvrirait le 9 mai 1976 le cadavre d'Ulrike Meinhof pendu dans sa cellule à l'aide d'une serviette de toilette nouée aux barreaux de la fenêtre. Elle avait 40 ans.

Suicide évident, dit-on. Depuis le « suicide » d'Almarcyda, étrangement par un lacet de soulier à l'époque du sinistre Clemenceau, on peut être sceptique sur les « suicides des prisonniers ».

Déjà le 9 novembre 74, Holger Meins qui faisait la grève de la faim pour protester contre les

internationale pour commémorer le centenaire de la mort de Bakounine. En liaison avec les idées de Bakounine, le Congrès discutera des expériences faites par les groupes et définira des actions internationales et des moyens de lutte. Une fête est prévue, ainsi que la projection de films et beaucoup d'autres manifestations culturelles.

ESPAGNE

Vitoria

Lors de la dernière grève générale, la police a assassiné cinq ouvriers. La barbare répression policière n'arrête pas la volonté des travailleurs, qui continuent à défendre leurs droits syndicaux et individuels ; ils s'organisent ou plus exactement, comme ils disent, s'« auto-organisent » en commissions, et fixent leurs revendications au cours d'Assemblées générales.

Vitoria a été occupée militairement par les Grís et la garde civile et c'est au cours des affrontements provoqués par les forces armées qu'ont été perpétrés les

LES MASS-MEDIA ET NOUS

Avant le XVII^e siècle, il existait un style de vie communautaire, où tout le monde se voyait, se connaissait, où l'on habitait à quinze dans une maison, où on couchait à plusieurs dans un lit, parents, enfants, copains, etc. La rue était le lieu de retrouvailles et de discussions; dès sept ans, l'enfant faisait partie intégrante du milieu adulte, la famille était un lieu (la maison) et non un sentiment centré sur l'enfance et sa défense; la notion d'« enfance » n'existait pas alors.

Par un mécanisme assez complexe, sous l'impulsion moraliste de l'église, et surtout par le passage de la société féodale à la société capitaliste, s'instaura un contrôle social de plus en plus serré visant à savoir ce que faisaient les gens à tout moment; on assista alors à la naissance de l'école qui sépara les jeunes des adultes en les fixant à un endroit déterminé, au développement de l'urbanisation, qui sépara totalement paysans et ouvriers, à la disparition de l'artisanat, à la répression de la délinquance qui n'a pu être acceptée comme moyen de vie du fait qu'elle s'attaquait à la propriété privée devenue le principe de la société bourgeoise, à l'apparition de prisons, d'asiles, d'hôpitaux... A la création de multiples lieux fixes, de travail, d'apprentissage, de vie, de loisirs, etc. Un réseau auquel on ne peut désormais échapper. La rue n'est plus qu'un lieu de passage, la famille se retrouve réduite à sa plus simple expression: « parents-enfants », et demeure isolée dans un box d'habitation, dont l'extrême est la cité-dortoir.

Les moyens d'information étaient locaux, très rapides, les informations circulaient de bouche à oreille ou par les fameux billets que l'on se passait et que l'on se faisait lire tout de suite. A cette époque-là, la spontanéité des masses n'était pas un vain mot. Tout le monde se retrouvait en place de grève pour assister au supplice d'un condamné, mais c'était parfois pour le délivrer (aujourd'hui, on apprend plusieurs heures plus tard qu'un condamné a été assassiné, pardon, exécuté en douce un matin). Tout le monde se retrouvait sur les barricades (aujourd'hui, si une barricade se dresse dans une grande ville, combien de temps après le saurons-nous? Si toutefois nous le savons un jour!).

Les moyens d'information se sont concentrés sur la télévision, la radio et les journaux, qui deviennent les seuls moyens de liaison avec l'extérieur pour la famille isolée après le travail

dans son appartement, ne connaissant souvent même pas le voisin. Non seulement les moyens d'information se sont unifiés, mais ils traitent de problèmes nationaux et internationaux, enlevant toute dimension locale, toute dimension humaine, donc toute intervention humaine. Seuls quelques journaux locaux continuent une information locale, souvent limitée aux chiens écrasés, ou sont centrés sur des problèmes spécifiques de défense de région ou de quartier.

La concentration économique et politique du système capitaliste ne permet pas à qui le veut de faire paraître un journal. Il faut de plus en plus de moyens financiers, ce qui oblige à une concentration accrue et une information nor-

— au niveau de l'informé, qui n'a qu'un moyen d'information, lequel concerne des informations hors dimension humaine, donc incontrôlables, d'où acceptation passive.

Tout ceci permet de mobiliser les gens sur ce que l'on veut, de créer l'événement de toutes pièces; mais seuls les artistes, les journalistes, les intellectuels pourront intervenir sur cet événement.

Tout ceci permet de rendre banals des faits sociaux importants. On s'émeut de la tuerie des bébés phoques, mais on se fout de la mort d'un viticulteur, d'un étudiant assassiné récemment par des fascistes, de tous ceux qui sont tués dans des accidents du travail!

On excite au racisme lorsqu'un immigré tue un blanc,

que l'informé, qui enregistre inconsciemment, n'a plus aucun contrôle.

Pour illustrer ce fait, prenons un cas remarquable: que l'on se souvienne de l'expérience entreprise aux U.S.A. et en Scandinavie, où dans un film l'on répétait à intervalles réguliers une image de publicité imperceptible visuellement par le spectateur, mais capable d'être enregistrée par son inconscient. Personne n'avait rien vu, et pourtant, dès le lendemain, le volume d'achat du produit vanté augmentait! La répétition des spots publicitaires courts, des publicités passant comme des flashes, dans le métro, sur la route relèvent du même procédé.

L'information politique, avec ses flashes, répond aux mêmes caractéristiques: on sensibilise beaucoup plus par de courtes informations que par des dossiers d'une demi-heure.

Des producteurs ont été invités à modifier la fréquence de leurs émissions enfantines: de 30 minutes par semaine à 5 minutes par jour. L'audio-visuel permet de déplacer l'intérêt du message sur le spectacle. Voyez l'influence d'un face à face politique que l'on regarde comme un match: on y observe davantage la forme que le fond; c'est celui qui parle bien qui gagne et non celui qui dit des choses justes.

Pour toutes ces raisons, Baudrillard nous dit que seul le refus des mass-media va vers une démarche socialiste.

Essensberger, lui, propose que récepteur et émetteur puissent interférer, c'est-à-dire que celui qui reçoit l'information puisse aussi la donner. On voit bien l'importance des media et leur pouvoir: lorsque se produit une émeute ou une révolution, les forces révolutionnaires essaient de s'emparer en priorité des moyens d'information. S'il faut effectivement s'emparer des media pour ne pas les laisser aux réactionnaires, alors, dans la logique anarchiste du refus d'accéder au pouvoir, qu'en faire, les remplacer par quoi?

Si l'on peut considérer les media comme un front au service de la classe possédante, la presse hebdomadaire ou même quotidienne d'extrême-gauche paraît une curiosité. S'il est difficile de se singulariser dans la société capitaliste, ce qui l'amène, elle aussi, à se faire une clientèle pour vendre, son sectarisme renforce la logique du pouvoir des media, car elle applique la même règle de silence sur les faits qui la dérangent, silence parfois plus significatif encore que celui d'une certaine presse bourgeoise, contrainte malgré tout ces derniers

temps, afin de conserver sa crédibilité démocratique, d'annoncer des faits tels que la puissance de la C. N. T. en Espagne, par exemple, laquelle C. N. T. a mené récemment des grèves de masse très dures, dont on ne trouve en effet aucune trace dans le flot des informations diffusées par la presse gauchiste. Cela est certainement aussi dans la logique marxiste de la prise du pouvoir.

Pour l'immédiat, si l'on ne peut pas tout mettre dans le même sac, il est clair que les anarchistes organisés à la F. A. se heurtent au silence et aux colonnies de l'ensemble de la presse, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche.

Tout cela tend à prouver:

— Que personne ne veut notre développement et que l'on essaie de nous écraser par tous les moyens, ce que nous savons depuis longtemps.

— Que la lutte que nous devons mener sur les media doit se faire sur la ligne qui va de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, ce qui est clair depuis la parution quotidienne de la presse gauchiste.

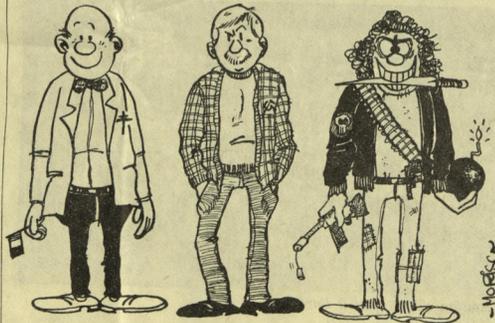
— Qu'il faut construire nous-mêmes notre propre presse, une presse de combat, et donc diriger nos efforts sur l'hebdomadaire, le quotidien, les journaux locaux et régionaux.

— Qu'il faut réfléchir au contenu que nous lui donnerons.

— Qu'il faut d'ores et déjà songer à la place que nous donnerons aux media lors de la révolution et dans la Société Anarchiste.

Groupe MALATESTA.

* JEUX - CONCOURS *
TROUVEZ L'ANARCHISTE !
ATTENTION : CE JEU N'EST OUVERT QU'aux
REPRÉSENTANTS DES MASS-MEDIA



Si vous trouvez l'anarchiste, vous aurez droit à un abonnement gratuit d'un an au "MONDE LIBERTAIRE", ce qui vous permettra de mieux connaître les anarchistes et d'éviter à l'avenir de dire des sottises ou les assimilant à "terroristes".

malisée: attention aux articles susceptibles de déplaire au pouvoir, c'est la diffamation, les amendes à payer, la faillite.

Il est évident que cette compression et cette concentration des moyens d'information privilégient l'Etat et les puissances financières qui en ont le monopole.

On assiste à un contrôle social à plusieurs niveaux:

— au niveau de l'information, nécessité de se constituer une clientèle, de la garder, d'être concurrentiel, donc de vendre en fonction des lecteurs (et non en fonction de l'information) afin de respecter la loi de l'offre et de la demande; nécessité aussi de rentrer dans le jeu du pouvoir, de respecter ses règles;

mais on se fout des travailleurs immigrés qui sont assassinés par des fascistes parce qu'ils ont le malheur de ne pas se plier à leur loi!

On donne des informations mensongères sur le mouvement étudiant pour le diminuer alors qu'il n'a jamais été aussi fort depuis 68.

Les mass-media deviennent un moyen de contrôle social à la solde de l'Etat, une de ses institutions-piliers, et surtout un moyen de manipuler l'opinion grâce à la puissance de l'audio-visuel.

En effet, ceux qui analysent les mass-media, comme Baudrillard et Mac-Luhan, nous disent que les media ont une efficacité inconsciente au niveau du système sensoriel, ce qui veut dire

Echo du Tribunal correctionnel de Toulon

La défense de nos camarades s'est contentée de prouver que la procédure engagée par le procureur de la République était non conforme et même en contradiction avec sa propre loi; elle a réclamé son annulation pure et simple. Les délibérations sont renvoyées au 9 juin.

Les camarades et l'assistance (une quarantaine de personnes) bousculèrent l'idée préconçue que l'« opinion publique » se fait de l'anarchie, par leurs attitudes calmes, dignes, conscientes et responsables. Le procureur de la République, les Renseignements Généraux, les flics en civil et ceux en réserve hors du tribunal restèrent sur leur faim.

Le Groupe Libertaire de Toulon

L'Occident en danger :

LA TENTATION TOTALITAIRE(*)

Il faut lire et relire le dernier ouvrage de J.-F. Revel : **La Tentation totalitaire**, même s'il risque de créer un malaise dans les esprits libertaires : son réquisitoire objectif, clair et rigoureux, contre le communisme et l'Etat-nation ne pourra que les réjouir, mais ils pourront être exaspérés par son apologie du réformisme. Cependant, si l'on n'est pas prisonnier de sa subjectivité et d'idées toutes faites, on trouvera un livre bien informé, qui donne à réfléchir, même si l'on ne partage pas toutes ses conclusions.

Malgré les apparences, J.-F. Revel ne défend pas le système capitaliste : il est même à la recherche d'une société authentiquement socialiste, d'une société mondialiste, non compétitive. Mais il pense que cette société ne surgira pas de la destruction brutale du capitalisme : il pense que la gauche en Occident, et particulièrement en France, est en train de succomber à la tentation totalitaire, qu'elle se laisse conduire par une sorte d'instinct de mort et de destructivité qui la précipite dans les bras du stalinisme.

Comme J.-F. Revel, je pense que l'Occident est actuellement attiré par le gouffre communiste, comme il le fut avant la dernière guerre par le gouffre hitlérien (**). Je pense aussi qu'échanger la société capitaliste libérale qui, malgré ses imperfections, nous laisse encore quelques libertés, pour adopter le modèle concentrationnaire soviétique, serait suicidaire. Mais si, par crainte du danger stalinien, nous sommes condamnés à un certain réformisme de survie, je pense qu'il faut sortir et du système capitaliste, et du système stalinien, et qu'il faut, pour cela, opérer une révolution radicale dans nos structures mentales et sociales. C'est ce que j'essaierai de montrer, après avoir analysé le plus objectivement possible, l'ouvrage de Revel.

LE COMMUNISME EST LE PREMIER OBSTACLE AU SOCIALISME

La gauche, nous dit Revel, a tort de croire que l'Union soviétique est révolutionnaire, que, dans ce pays, le stalinisme est dépassé et que le socialisme est en train de se construire. Pour Revel, tout communisme ne peut être que stalinien. « Le stalinisme est l'essence même du communisme » ; « il n'a jamais existé, il n'existe pas de régimes communistes non staliens », pas plus qu'il n'existe de partis communistes non staliens. En U.R.S.S., la prétendue déstalinisation, après le XX^e Congrès n'a été qu'un leurre : le peuple connaît toujours les goullas, les asiles psychiatriques, la censure, le quadrillage policier. Quant à la libéralisation apparente du Parti communiste français, on peut constater que ni les méthodes, ni la pratique du communisme ne sont remis en cause (toute-puissance du parti, centralisation et pouvoir bureaucratique — les concessions portées sur l'avenir, jamais sur le présent, etc.). Malgré de nombreuses déceptions tragiques et à caractère répétitif, la gauche non communiste continue à vivre dans l'illusion que le communisme est une forme de socialisme, que l'U.R.S.S. et les P.C. ont changé, changent

ou vont changer ; on a tellement peur de passer pour réactionnaire, pour faire de « l'anticommunisme primaire » ou « viscéral », on craint tant de « faire le jeu de la droite », qu'on évite d'attaquer trop fort l'Union soviétique et le Parti communiste.

De son côté, pour ne pas compromettre la « détenté », la droite a de singulières indulgences pour l'U.R.S.S. ; elle fait même bénéficier le Parti communiste d'un statut d'exception (le P. C. est ménagé dans les démocraties, bien qu'il n'en accepte pas les règles et ne cherche qu'à les détruire).

Toutes ces erreurs affaiblissent « la résistance à la progression du stalinisme dans le monde ».

En outre, la critique économique et sociale du capitalisme comporte de nombreuses outrances : certains phénomènes, attribués au capitalisme, existaient bien avant lui et parfois depuis l'Antiquité (par exemple, le système d'importation-exportation, les banques, les monnaies appréciées ou dépréciées, l'inflation, le chômage, la pollution, les guerres, le génocide, l'oppression de la femme, la répression sexuelle, l'abus du pouvoir politique, etc.).

La plupart de ces phénomènes continuent d'ailleurs à sévir en pays socialistes, même s'ils sont adroitement camouflés.

En réalité, le système capitaliste n'ayant pas fait faillite du point de vue économique, ce sont ses valeurs, son immoralité profonde qui sont condamnées par la gauche, et notamment la subordination de toute l'activité humaine au profit, à l'argent.

Or, dit Revel, l'immoralité, si elle existe, n'est pas le fait du seul capitalisme ; elle existe largement aussi forte dans les pays communistes, sans la contre-partie de l'augmentation du bien-être. Toutefois, à gauche, les atrocités fascistes provoquent des mobilisations et des pétitions plus nombreuses que les atrocités communistes (il est évident que le calvaire des populations cambodgiennes n'a pas suscité autant de protestations que la répression chilienne, et, sans Soljenitsyne, on aurait tendance à oublier que les prisons et les camps de travail forcé prolifèrent en U.R.S.S. et que la dureté des conditions de détention s'est accentuée au cours des cinq dernières années [selon Amnesty International]).

L'ETAT-NATION COMME SECOND OBSTACLE AU SOCIALISME

Plus que le capitalisme, c'est l'Etat-nation souverain et égoïste qui constitue le principal obstacle au socialisme, parce qu'actuellement les principaux problèmes sont d'ordre planétaire, alors que le monde est composé d'Etats chauvins et antidémocratiques.

Tout Etat-nation — et particulièrement l'Etat totalitaire — dans le but de dominer et de se fortifier, cherche à supprimer toutes les formes de diversité (entre individus, entre régions, entre cultures), à rendre homogène la société par l'isolement de la popula-

tion à l'intérieur des frontières et par l'interdiction de la libre circulation de l'information ; il cherche à exploiter le chauvinisme, la xénophobie, la mégalomanie collective.

L'Etat totalitaire, sous son apparence de force, est en réalité fragile ; il ne peut permettre, sans se mettre en péril, le moindre relâchement dans sa vigilance, la moindre tolérance face à la critique, la moindre concession en politique étrangère.

L'Etat-nation libéral doit lui-même lutter contre les forces de diversification et de désagrégation intérieures et lutter pour l'hégémonie : « tant que le système des Etats-nations persistera, écrit Revel, la démocratie reculera » ; elle sera progressivement dévorée par le stalinisme. Il ne s'agit donc pas de se débarrasser de telle nation en particulier, mais de l'Etat-nation en général.

L'auteur constate ensuite que l'Etat-nation communiste, renforcé par le dogmatisme idéologique, a entravé depuis 1920 l'évolution des pays capitalistes libéraux vers un socialisme démocratique. Le communisme a donc joué en réalité un rôle historique contre-révolutionnaire.

NECESSITE D'UNE MUTATION DE MENTALITE

Je crois, comme Revel, qu'il faut éviter de faire le jeu des forces totalitaires ; les socialistes, oublieux de leurs anciennes mésevaluations, sont en train de se fourrer dans la gueule du loup communiste, infiniment plus puissant, plus organisé, plus rusé qu'ils ne sont. Chercher à détruire inconsidérément le système capitaliste sans avoir de solution de rechange éprouvée, conduirait à la pénurie et à une dictature de type stalinien. Il est également certain que le communisme et l'Etat-nation constituent deux obstacles de taille à l'édification d'un socialisme authentique. Mais il ne faut pas se contenter de ces constatations, si valées soient-elles ; il est nécessaire de se poser d'autres questions fondamentales :

Pourquoi les hommes, sur toute la planète, sont-ils tentés par le communisme ? Pourquoi se soumettent-ils si facilement à l'Etat-nation et à toute forme d'autorité ? Pourquoi, là où subsistent des libertés, sont-ils épris de volonté de puissance, de prestige social, d'argent, de biens matériels ? Enfin, peut-on se contenter de réformer le capitalisme, comme le pense Revel ?

Car, si l'on ne peut contester la réussite économique du système capitaliste, s'il n'est pas l'unique cause des injustices, des aliénations et des nuisances, il n'en est pas moins vrai que son étroite symbiose avec le nationalisme et l'industrialisation a laissé subsister de nombreuses injustices et a engendré de nouvelles aliénations profondes au niveau individuel : malgré le bien-être matériel, l'homme des sociétés industrielles capitalistes ne se sent pas heureux, comme le prouve l'accroissement du nombre des névroses, l'augmentation continue de la délinquance et de la toxicomanie. Il se sent de plus en plus isolé dans son univers urbanisé et technicisé ; il manque de contacts cha-

leureux dans le travail et en dehors du travail. La plupart des hommes en Occident souffrent « d'allergie au travail », parce que, en milieu industriel, le travail est devenu sans intérêt et compétitif ; si bien que la plupart des travailleurs doivent réprimer leurs potentialités créatrices et leur désir de participer à la vie collective dans des relations égalitaires de coopération. Il est bien certain que ces aliénations existent également en pays socialistes, accrues par une très dure répression et par un niveau de vie très bas.

En réalité, malgré des différences de degré dans l'aliénation, n'y a-t-il pas des analogies profondes entre les systèmes capitalistes et communistes ? Ne sont-ils pas fondés l'un et l'autre sur les forces négatives de l'individu ?

Depuis l'avènement des sociétés patriarcales, l'homme n'a pas su construire une société dans laquelle il puisse s'exprimer en tant qu'individu autonome et créateur, tout en collaborant à égalité avec ses semblables. Il a toujours recherché la sécurité soit dans la domination d'un plus faible que lui (classe inférieure, race, femme, autre nation, etc.), soit dans la soumission à un plus fort (Dieu, prêtres, Etat, chefs, classe supérieure, etc.). Quand les hommes se sont groupés en collectivités (cités, nations, églises, partis), ils se sont presque toujours unis contre les autres collectivités.

Dans la société libérale capitaliste, l'individu cherche à réussir pour lui-même et en compétition avec les autres. Plus que l'idéologie ou le chef, c'est le Moi qui est ainsi absolutisé. Pour affirmer sa puissance, confondue avec sa véritable personnalité, chacun cherche à son niveau à obtenir prestige, puissance, argent, biens matériels, et cela en écrasant ou en éliminant les rivaux. Ce qui n'empêche pas les hommes de ces sociétés d'être en même temps chauvins, xénophobes ou racistes et d'appartenir à des sectes ou à des partis rivaux.

Dans les sociétés totalitaires, l'égoïsme, l'arrivisme existent également ; mais, en plus, chacun se sent étroitement identifié à une idéologie politique et nationaliste et aux chefs qui l'incarnent. Pour asseoir leur puissance, les dirigeants exploitent beaucoup plus l'Absolu collectif que l'Absolu individuel, et la haine contre la collectivité ennemie que la haine contre l'individu ; d'où la cohésion et la force apparente de ces pays.

Mais les deux types de sociétés sont l'un et l'autre fondés sur le conflit, la compétition, l'égoïsme individuel ou collectif, et sur l'absolutisation de certaines valeurs. Les uns et les autres, chacune à leur manière, exploitent l'aliénation narcissique et combative de l'homme aux dépens des potentialités créatrices et solidaires, et leurs dirigeants fondent leur pouvoir sur cette aliénation.

Vivre pour la puissance et la victoire de sa nation et de son idéologie ou vivre pour la puissance et la victoire de son Moi précèdent des mêmes structures mentales et conduisent à des structures sociales conflictuelles et belliqueuses.

Dans les deux systèmes, les structures mentales sont donc à trans-

former en même temps que les structures sociales ; mais il est bien certain qu'à cause d'une moins grande répression, cette transformation est plus facile dans les démocraties libérales qu'à l'Est.

Ce qui est partout à construire, c'est une société où l'homme ne gâche pas sa vie, où l'individu ne gaspille pas, à cause de la misère ou d'un travail sans joie, ses potentialités créatrices, une société où l'individu ne trouve plus la sécurité dans la domination ou la soumission, mais dans l'autonomie et la coopération amicale avec ses semblables ; enfin une société où chacun se sente solidaire de tous les hommes de la planète.

Or, ni le capitalisme, ni le socialisme totalitaire ne peuvent nous conduire à cette société-là. Il faut donc profiter du répit que nous laissent encore les sociétés libérales (lesquelles, d'ailleurs, très divisées, sont tentées par le totalitarisme) pour travailler à changer partout les structures mentales, à l'école, dans la famille, dans les entreprises, dans les syndicats, etc., et commencer à créer un autre modèle de société qui ne soit ni communiste, ni capitaliste.

La tentation totalitaire n'existe pas seulement dans les nations et dans les entreprises ; elle est en chacun de nous ; l'homme qui cherche à dominer la femme, le maître qui humilie l'élève, le leader politique qui manipule son auditoire, le riche qui écrase le pauvre de son luxe, le chef qui impose ses décisions à ses subordonnés, contribuent à perpétuer le totalitarisme et à préparer la société stalinienne.

Si le totalitarisme se rencontre dans toutes les institutions, c'est qu'il est déjà en nous. C'est en nous, dans nos relations, qu'il faut commencer à le traquer. Nous sommes tous plus ou moins enfermés dans notre narcissisme individuel comme le sont les nations dans leur narcissisme collectif. Un simple réformisme ne peut donc suffire à opérer ces transformations en profondeur, c'est d'une véritable mutation de mentalité qu'il s'agit, associée à une mutation dans notre mode de relation. Seulement, nous sommes tellement conditionnés à la mentalité combative et totalitaire et si peu formés à la mentalité créative et solidaire qu'une telle mutation ne peut être que brutale : elle exige une nouvelle éducation, une maturation des esprits et un minimum de bien-être matériel. Ce processus de maturation est en cours en Occident, mais il est encore fragile. Si, pour hâter la réalisation de notre idéal, nous succombons à la tentation totalitaire, c'en serait fini pour longtemps de nos espoirs ; bien plus, comme le dit justement J.-F. Revel, au lieu de la fraternité vécue entre les hommes, ce serait une « éternelle guerre civile » qui serait perpétuée sur la terre.

Mathilde NIEL

(*) Jean-François Revel : **La Tentation totalitaire**, Robert Laffont, éd.
(**) Lire à ce propos **La Psychanalyse du marxisme**, par Mathilde Niel, Le Courrier du Livre (en vente à la librairie Publico).

Présence anarchiste...

MISE AU POINT DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

La décision des militants anarchistes de la région parisienne de manifester ce 1^{er} mai sur le même parcours que la centrale syndicale C.G.T.-F.O., contre la répression, étatique et patronale, le chômage et la vie chère, a provoqué des commentaires ou des absences de commentaires étonnants de la part de la presse en général.

La F.A. estime donc nécessaire de faire les mises au point suivantes :

Premier point : Nous avons adhéré au thème d'une manifestation sur la liberté considérée comme indivisible et non comme tronçnable ou sujette à des manipulations démagogiques.

Deuxième point : Nous n'avions pas l'intention de « donner » dans un réformisme, fût-il syndical. Nos slogans comme nos banderoles l'ont amplement prouvé : « Ni droite, ni gauche : Gestion directe et ouvrière ! », « Préparons la grève gestionnaire expropriatrice ! », « Plus d'Etat, plus de patrons, Autogestion ! ». Notre participation n'a donc pas été un soutien à la politique d'une centrale plutôt qu'à une autre : entre C.G.T. ou F.O. réformistes et C.F.D.T. cléricale, notre cœur ne balance pas.

Troisième point : Dans notre cortège, et pour la première fois, les militants syndiqués ont manifesté sous la banderolle : « Travailleurs anarchistes de la C.F.D.T., C.G.T., C.N.T., F.E.N. et F.O. » ; cette apparition inédite doit être comprise comme l'émergence d'une nouvelle force anarcho-syndicaliste.

Quatrième point : Contrairement aux précédentes années, la Fédération Anarchiste n'a servi à personne ; ni de couverture pour les adeptes de la violence, ni de bouc émissaire pour certains journaux, ni de groupe manipulable par la police de Ponia ; nous n'avons pas plus servi pour l'enfournement des divers S.O. marxistes ni permis à ces organisations de se démarquer, dans l'Ordre, des anarchistes à qui on interdit la liberté d'expression et de manifestation, de peur que le travailleur ne soit contaminé par l'idéal libertaire.

Cinquième point : Cette manifestation était indépendante de toute filiation politique et uniquement axée sur le combat révolutionnaire des travailleurs de tous les pays. N'en doutons pas, les réactionnaires de tous les syndicats en ont été gênés. C'est une force jeune, bien que traditionnelle, essentiellement composée de travailleurs, qui s'est réveillée dans la rue.

Sixième point : Pour nous, ce 1^{er} mai, dont l'origine remonte à la pendaison des cinq anarchistes de Chicago, est considéré comme un succès. Sans appel dans la presse, nous nous sommes regroupés à plusieurs centaines d'anarchistes ; cette manifestation, malgré quelques provocations grossières de la police, s'est déroulée sans incidents.

Ce succès est en partie prouvé par l'ironie ou le mutisme.

Les Relations Extérieures de la Fédération Anarchiste.



Manifestation du 1^{er} mai à Paris

10 heures pour l'Anarchisme : un succès éclatant !

C'est dans un cadre moderne et spacieux que s'est déroulée, le 16 mai dernier, notre journée de propagande dans la banlieue Nord.

Dès 11 heures du matin, la foule se répartissait dans les trois salles aménagées pour débattre des différents problèmes sociaux : armée, condition fémi-

nine, urbanisme, économie, autogestion, syndicalisme et situation internationale.

Le temps a manqué pour aborder tous les thèmes prévus.

L'organisation même d'une telle rencontre a été une magnifique réussite dans un ordre et une entente remarquable.

Le public allait et venait d'une salle à l'autre, de la librairie à la buvette, en jetant un coup d'œil rassuré sur la garderie où jouaient gentiment les bambins.

Pour les militants, cette journée a été une preuve indiscutable de leurs possibilités organisatrices et solidaires, vivement encouragées par l'intérêt du public pour tous les débats. C'est d'ailleurs ce qui nous a le plus agréablement surpris, ce désir de continuer au plus loin, au plus profond les perspectives libertaires, tout en cernant les réalités actuelles, dans des colloques passionnés.

Cette grande affluence pour notre journée de propagande nous confirme le soutien des sympathisants à notre journal et nous permet d'entrevoir une plus large ouverture de nos idées vers l'extérieur.

La bonne chanson, la musique et une buvette animée ont apporté la détente et le milieu ambiant fraternel caractéristique de nos rencontres.

Signalons enfin la présence et le soutien de nos camarades espagnols et bulgares qui ont, quant à eux, fait des exposés sur la situation de leurs pays respectifs.

Ces 10 heures ont été insuffisantes, mais elles représentent néanmoins pour les camarades de la F.A. une expérience concluante à renouveler.

Gérard DUPRE.

CARMEN.

Halte à la curée !

Il est plus facile de jeter une tête aux chômeurs dans l'arène sociale que de leur donner les moyens de vivre.

Un fascisme de tous les jours, un fascisme rampant à visage humain est en train de s'installer au son de l'accordéon et à la vitesse du couperet du sieur Guillotin. La « majorité de la sécurité » que rameute le prince Poniowski vient de se donner ses guides : ils ont nom Hector Rolland, député U. D. R., Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, U. D. R., Michel Droit, l'ineffable chantre des pogroms, Raymond Le Bourre, ex-secrétaire F. O. et grand destructeur de syndicats et Jean-Marie Le Pen, grand maître du fascisme hexagonal ; cette sombre brochette digne de l'Allemagne des années 30 s'est réunie

dernièrement pour se doter d'une organisation afin d'appeler à la mort en famille. « Ligue nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort », tel est le nom de ce rassemblement qui veut nous convier à assister aux exécutions en place de grève, dont la justice veut nous gaver depuis quelque temps.

Les guides sont là, l'organisation est prête, il ne manque plus que les masses ; alors pour cela on sort l'artillerie lourde : le Parisien Libéré, l'Aurore, le Figaro, Minute, l'O.R.T.F., les radios... préparent les consciences qui ne demandent d'ailleurs qu'à être préparées, manipulées par cette démagogie poujadofasciste. Ils investissent les esprits comme ils savent si bien le faire, en faisant appel aux

sentiments des mères de famille, en faisant vibrer la corde de la vengeance des pères de famille. Et pendant que le peuple achète des guillotines en plastique au supermarché, il oublie que la peine de mort est un crime tout comme les centrales nucléaires préparent le génocide.

Il est grand temps de se lever de son prie-dieu et de s'écarter de cette période de transition entre la « société libérale avancée » et le fascisme des stades. L'objectif du pouvoir est clair et net : il doit capter et mettre à son service toutes les formes de microfascisme qui conduisent actuellement au racisme anti-jeune, antiarabe, antijuif, anti-femme, antipédé, anti n'importe quoi. Il faut à l'Etat en crise un exutoire social pour pouvoir mettre en place ses centrales

nucléaires (hommage à Leprince-Ringuet), occuper le plateau du Larzac (hommage à Bigeard), pour mater la classe ouvrière et ses organisations (hommage au C.N.P.F.). C'est le père Noël-Giscard avec sa hotte pleine de tiercés, de matches de foot, de guillotines, de Guy Lux et d'atomes pacifiques.

La poignée que nous sommes ne croit ni au Père Noël ni au petit rapporteur et pense qu'il est temps d'arrêter le couperet. Il ne s'agit pas de « sauver » des types qui risquent leur tête en ce moment, mais de faire savoir que nous sommes contre la loi du talion et qu'un meurtre, si sordide soit-il, ne doit pas entraîner un autre meurtre.



HURLE
de Serge
Les pres

Voici le
premiers
prisonnier
sera un je
pensants
nera lui p
lière, mais
longue con
la critique
la fois un
opprimés p
de classe.

On ne po
zet est dev
que, ni d'a
chiste à l'é
ce caractère
se coule da
de l'ouvrier
vient donne
naire auth
les proposi
geons souv
res, comme
est certes n
le temps, i
démonstrat

Comme
que l'action
qui transfor
C'est d'un
socialistes d
que, malgré
révolutionna
classe dirige
c'est le refus
traditionnell
le cadre d'u

Mais je c
nourrissent
phrase qui fi
directe et i
change de
gués théoric
(lorsqu'ils e

Enfin, et
il s'adresse à
il déchire les
aux bulletin
possède peu
si généreuse

« Si tu ven
sort tes croc

Parbleu,
rencontrer,
rière une b
anges, mais
abrutis serv

Oui, vrain

30 ANN
AU SER

de Pierre M

De Virgile
« Promeneur
rales qui nou
être aussi dar
notre imagin



HURLE !

de Serge LIVROZET

Les presses d'aujourd'hui

Voici le quatrième ouvrage de Serge Livrozet. Les trois premiers constituaient le récit d'une dure expérience de prisonnier de droit commun. Serge est fils d'ouvrier. Il sera un jeune ouvrier qui, comme le proclame les bien-pensants « a mal tourné » ! Les huit prisons où il séjournera lui permettront de réfléchir à sa condition particulière, mais également à la condition humaine. Après une longue confession de ce qu'il fut, dans des ouvrages que la critique a salués, voici un cri ! Une clameur qui est à la fois un cri de révolte et un appel à tous ses frères, opprimés par la morale, par l'économie, par les structures de classe.

On ne peut pas être insensible à « Hurle ! ». Serge Livrozet est devenu anarchiste. Non pas un anarchiste livresque, ni d'ailleurs un anarchiste de faculté, mais un anarchiste à l'état brut ! Cependant, ce qui donne à son œuvre ce caractère attachant, c'est que son anarchisme « sauvage » se coule dans deux expériences, celle du prisonnier et celle de l'ouvrier et alors un réalisme, fruit des épreuves subies, vient donner à son cri de révolte un contenu révolutionnaire authentique. Je dirais mieux, les analyses comme les propositions que nous fait l'auteur (que nous partageons souvent, quoique pas toujours), paraissent plus claires, comme débarbouillées de la référence théorique qui est certes nécessaire à la continuité de la pensée à travers le temps, mais qui souvent ajoute de la lourdeur à la démonstration.

Comme nous-mêmes, l'auteur pense qu'il est nécessaire que l'action révolutionnaire s'inscrive dans le mouvement qui transforme l'humanité et qui est le moteur de l'histoire. C'est d'un regard lucide qu'il contemple les expériences socialistes de ces cinquante dernières années et il constate que, malgré les efforts consentis, ces luttes qui se voulaient révolutionnaires n'ont abouti qu'au remplacement d'une classe dirigeante par une autre. Il voit très nettement que c'est le refus de prendre des risques qui freine la gauche traditionnelle et que ce refus la conduit à n'agir que dans le cadre d'une légalité qui finira par l'absorber !

Mais je crois que, plus que les analyses très solides qui nourrissent son livre, c'est le ton très personnel de sa phrase qui frappera les lecteurs. Il parle une langue simple, directe et il emploie les mots qu'il faut, ce qui nous change de ce langage « châtié » qui permet aux distingués théoriciens du socialisme officiel de noyer les idées (lorsqu'ils en ont !) dans de la guimauve.

Enfin, et à mon avis il s'agit là de son propos essentiel, il s'adresse à l'homme, il le place devant sa responsabilité, il déchire les alibis commodes que les politiciens à la chasse aux bulletins de vote tissent autour d'un peuple qui ne possède peut-être pas toutes les vertus qu'on lui accorde si généreusement.

« Si tu veux qu'on cesse de te tondre la laine sur le dos, sort tes crocs », hurle-t-il !

Parbleu, voilà un compagnon qu'on aurait plaisir à rencontrer, soit au tournant d'une page de livre, soit derrière une barricade, non pas pour discuter du sexe des anges, mais des moyens de balayer ce système auquel les abrutis servent d'étais.

Oui, vraiment, « Hurle ! » est le livre qu'il faut lire !

**30 ANNÉES
AU SERVICE DES BERGERS**

de Pierre MELET

De Virgile à Giono en passant par Rousseau, celui du « Promeneur Solitaire », nous avons tous aimé ces pastorales qui nous replongeaient dans notre jeunesse et peut-être aussi dans un coin de notre cœur seulement nourri de notre imagination. « 30 années au service des bergers »

prend donc la suite d'une longue série d'ouvrages qui nous ont enchantés. Cependant le livre de Pierre Melet ne se contente pas de nous peindre la montagne, le chant du torrent bondissant par-dessus les pierres couvertes de mousse, le bruit de l'aile qui maintient l'oiseau dans l'azur, la douceur de la brebis et la rude écorce du berger au cœur tendre. Certes on retrouve tous ces éléments classiques dans son livre et on y prend du plaisir comme on en a à contempler un tableau de Greuze. Mais l'auteur a inscrit tout ce monde enchanteur dans les temps modernes, où il se trouve constamment des « chefs », des « administrateurs », des « bureaucrates » pour empêcher la lune de briller, le temps de s'écouler avec une sage lenteur, et les bergers de continuer à employer les vieilles recettes que leurs grands-mères leur apprenaient en les berçant.

Et ce récit dans le récit, celui des ennuis de Pierre Melet avec l'administration qui l'emploie, donne bien la mesure de cette incompatibilité d'humeur entre le paysan et le technicien venu de la ville. Nous sommes bien là devant deux civilisations qui s'affrontent et qui ne parlent pas le même langage.

Mais ce qui reste pourtant le plus séduisant de ce livre, ce sont les itinéraires et derrière l'auteur, le lecteur qui lui emboîtera gaillardement le pas parcourera des chemins creux, des prairies, des pentes rudes et dénudées. Il connaîtra l'hiver glacial, le printemps où les animaux et la nature se réveillent. Il fera un beau voyage.

Le beau voyage que j'ai fait une nuit en ouvrant la première page de ce livre admirable et qui s'est fini à l'aube lorsque j'en ai tourné la dernière.

En écrivant « 30 années au service des bergers » Pierre à la fameuse formule d'Anatole France à qui on disait « Mais qu'est-ce donc que le talent ? », et qui répondait : « C'est d'abord la simplicité ».

Ce sont bien là des raisons pour que chacun lise ce livre qui est celui d'un « honnête homme », au sens que l'on donnait à « honnête » au XVIII^e siècle.

**QUELQUES TITRES D'OUVRAGES
EN VENTE
A LA LIBRAIRIE PUBLICO**

ANSART Pierre	
Sociologie de Proudhon	17,00
Marx et l'anarchisme	62,15
La naissance de l'anarchie	41,80
ARVON Henri	
Aux sources de l'existentialisme : Max Stirner	18,60
AUBERT Claude	
L'agriculture biologique	32,00
BAKOUNINE	
Œuvres	27,00
Œuvres complètes Champ Libre (tome I)	59,00
Œuvres complètes Champ Libre (tome II)	80,00
Œuvres complètes Champ Libre (tome III)	80,00
Fédéralisme, socialisme, antithéologisme	15,00
De la guerre à la Commune	70,00
La liberté	11,80
Les Ours	10,00
Confession	22,00
Le socialisme libertaire	10,00
BANCAL Jean	
Proudhon, pluralisme et autogestion (les 2 tomes)	54,00
BARRUE Jean	
Bakounine et Netchaïev	5,00
L'anarchisme aujourd'hui	6,00
Stirner, de l'éducation	10,00
BETTELHEIM C.	
Luttes de classe en U.R.S.S.	45,00
BLOND Georges	
La grande armée du Drapeau Noir	35,50

**BROCHURES
EN VENTE A PUBLICO**

BROCHURES

AUTHIER Jean	
Les travailleurs face à l'armée	5,00
BALKANSKI	
Le fascisme hier et aujourd'hui	1,50
La collectivisation	2,00
BAKOUNINE	
Dieu et l'Etat	6,00
La Commune de Paris	2,50
Lettre au journal « La Liberté »	5,00
CAMPION Léo	
Zo d'Axa	2,00
DAVE Victor	
Michel Bakounine et Karl Marx	2,50
ERNESTAN	
La Contre-Révolution Etatiste	1,00
FABBRI Luigi	
Qu'est-ce que l'anarchie ?	2,00
GAUCHON Jean	
La pacifisme intégral	3,00
GILLE Paul	
La pensée chinoise	1,50
GRAVE Jean	
Si j'avais à parler aux électeurs	2,50
LAPEYRE A.	
Libres opinions sur Proudhon	2,00
LEWIN	
Erich Mühsam	2,50
LIPIANSKI	
Communisme d'Etat ou socialisme libertaire	2,00
LUCRECE	
Jean-Marc Guyau et la morale individuelle	1,50
MALATESTA	
L'anarchie	5,00
Réponse à la plate-forme	2,00
MELLA-CEA	
Le socialisme en Espagne	2,50
PROUDHON	
Toast à la révolution	5,00
PRUDHOMMEAUX	
L'Espagne Libertaire	3,00
RECLUS	
La peine de mort	3,00
Evolution et Révolution	3,00
ROCKER	
Marx et l'anarchisme	2,50
Le socialisme et l'Etat	2,00
SAVIGNY	
Les anarchistes et le cas de conscience	3,00
SCHAPIRO	
Les origines de l'absolutisme communiste	5,50
SCHNEIDER	
Francisco Ferrer et la pédagogie antiautoritaire	5,00
SOUVARINE	
Le Stalinsisme	2,00
S. I. S. E. H.	
Programme de libération	3,00
VERGARA	
L'anarcho-syndicalisme et le socialisme libertaire	4,00
VILLARD	
De la Révolution Nationale à la Révolution Internationale	2,50
De l'esclavage à la liberté	7,00
VOLINE	
La Révolution en marche	5,00

Réflexions sur l'élection de Tours

En quoi l'élection de Jean Royer à Tours peut-elle intéresser les anarchistes, me dira-t-on ? En vérité, l'élection d'un député ou plutôt le remplacement d'un député par un autre, nous laisse parfaitement indifférents. Seulement, il se trouve que pendant quinze jours, tous les feux de la rampe politique ont été braqués sur cette circonscription, ce qui a permis aux politiciens de tester leur tactique et leur stratégie en vue des élections municipales de l'année prochaine et surtout des législatives qui, dans deux ans, trancheront entre le capitalisme libéral et le capitalisme d'Etat. Ce n'est pas le résultat de cette consultation qui est important, mais la réaction de la population devant cette avant-première tapageuse.

Disons que tous les éléments étaient réunis pour donner à ce spectacle une dimension nationale. Royer représentait la vertu, recette nationale qui a fait ses preuves, le Parti communiste essayait son habit tout neuf confectionné au cours du dernier Congrès avec les lambeaux du marxisme échappé à l'usure du pouvoir dans les démocraties populaires, les socialistes expérimentaient le tremplin qui doit les projeter dans des fonctions juteuses, celles qu'ils ont dû depuis vingt-cinq ans abandonner à d'autres. La droite (mais que veulent encore dire ces formules, droite ou gauche ?), la droite donc, écartelée entre des partis qui représentent les appétits divergents des clans qui la composent, s'alignait en reclinant derrière le Saint-Just de pacotille qui préside aux destinées de la ville. Oui, bien que le spectacle s'est joué devant une salle à moitié vide, les spectateurs ayant préféré la pêche à la ligne à cette partie de bonneteau, les élections qui se sont déroulées à Tours méritent d'être analysées par les militants révolutionnaires, lesquels ne veulent pas se contenter de rêver, mais veulent garder les yeux bien en face des trous.

Je voudrais tout d'abord faire une remarque. L'abaissement de l'âge, qui permet à l'électeur de dix-huit ans de participer au vote, n'a pas sensiblement modifié le scrutin, même si on peut penser que le gain léger du Parti socialiste vient justement de cette fraction de l'électorat. Et on peut tirer ainsi une première conclusion qui dérangera peut-être les idées reçues. Il existe bien dans les écoles et dans les usines une fraction de la jeunesse qui alimente les groupes de gauche ou d'extrême-gauche. Mais ne nous faisons pas d'illusions : l'immense majorité de cette jeunesse demeure intégrée au groupe familial et aux valeurs classiques de la bourgeoisie. Bien sûr, elle reste sensible au changement et c'est dans cette direction que nous devons porter nos efforts. Elle est un devenir qui peut déboucher sur une révolte contre la société, mais aussi, plus simplement, sur une révolte contre « les vieux » qu'il faut débutsquer des sinécures qu'ils occupent.

Le deuxième élément intéressant de cette consultation, c'est l'échec relatif du P. C., qui n'est d'ailleurs pas l'échec du communisme, mais bien plutôt l'échec de la nouvelle ligne du Parti. Un double échec, devrais-je dire, car le Parti n'a réussi ni à persuader les vieux militants de la justesse de la nouvelle ligne, ni à convaincre de nouveaux électeurs de sa nouvelle virginité démocratique et il va ainsi se trouver divisé entre les vieux militants qui ont mal accepté le XXII^e Congrès et qui conservent un vieux fond de stalinisme et les militants plus jeunes qui, s'ils prennent au sérieux les pantalonades actuelles, risquent d'être entraînés dans les eaux où la social-démocratie s'est noyée.

La frange de l'électorat qui vote communiste représente cette fraction de la population

qui adhère à un jacobinisme musclé et grégaire ; elle est à la fois la base de sécurité du Parti et le repoussoir qui écarte de lui la population libérale. Le danger réside d'ailleurs dans la souplesse de l'appareil, qui se reconverit très facilement et dont la politique, grosse comme un câble, consiste à amener à lui de nouvelles couches d'électeurs séduits par son nouveau visage afin de les attirer dans le camp des durs, à grand renfort de condamnations de ses alliés socialistes qui, après avoir été des « camarades », redeviendront des « suppôts du système capitaliste ». L'opération de Tours a échoué, mais ce n'était qu'une avant-première et il est bien possible que le Parti, tirant les leçons de l'expérience, rectifie le tir. De toute façon, c'est son lourd passé qui l'empêche de franchir la ligne et l'enserme dans son histoire.

Le Parti socialiste, c'est l'équivoque. D'un côté, de jeunes intellectuels qui font des grâces devant le parterre politique et cherchent un point de chute qui pourrait bien être une « autogestion » conservant toutes les distinctions de classe et dans laquelle ils seraient, n'en doutons pas, de brillants directeurs, avec des salaires à la hauteur de leurs mérites qu'eux-mêmes ne considèrent pas comme minces. D'un autre côté, des vieux politiciens roublards issus de la défunte S.F.I.O. et qui collectionnent les mairies, les présidences de toutes sortes, qui laissent passer l'orage et qui nouent, en marge du Parti, des alliances discrètes, ce qui rend souvent leur fief électoral héréditaire. Ceux-là collent au socialisme contre vents et marées, comme les « durs » du Parti communiste que je signalais plus haut. Enfin une certaine jeunesse qui a côtoyé la plupart des organisations d'extrême-gauche et qui séjourne chez Mitterrand avant d'aller autre part. L'électorat est sensible à ce genre de Parti où chacun peut reconnaître les siens, et le Parti socialiste risque de grossir encore au détriment de cette frange radicale, qui rétrécit à chaque lavage électoral. Mais ce transfert des voix radicales sur le Parti socialiste n'est pas d'un poids considérable dans la balance et ce Parti reste le Parti des professeurs et des dames froufrouantes qui, dans leur lingerie, ont bien du mal à se donner des allures de Louise Michel.

Enfin, au cours de cette élection, la droite classique a été intéressante à observer. Rangée derrière Royer l'« incorruptible », une feuille de vigne à la boutonnière, Royer l'« ami des petits », des « petits » boutiquiers, des « petits » agriculteurs, des « petits » cadres... tous ces petits qui désirent devenir grands avec autant d'obstination que lui, Royer, « petit » politicien de province, désire devenir un grand politicien à Paris, rangée, donc, derrière Royer, parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement, la grosse bourgeoisie qui meuble les « Comités » de droite a regardé les événements se dérouler entre une gauche qui veut sa place et un personnage baroque qui risque de casser la baraque si pieusement conservée par la classe des banquiers, des affairistes et des politiciens.

Les résultats, vous les connaissez ! Royer l'emporte largement, réalisant un gain de 4 % sur le précédent scrutin. Mais pour les révolutionnaires qui veulent analyser cette situation, un problème fondamental se pose, celui que tout le monde élude : quels sont ces électeurs, une infime partie de la population, qui à chaque élection infléchit la majorité dans un sens ou dans un autre ?

Constatons d'abord qu'une fraction considérable de la population se détermine à travers les partis et les organisations divers, ou plutôt suivant leurs consignes. Cela représente 70 à 80 % du corps électoral. A ceux-là s'ajoutent les hommes et les femmes qui, sans appartenir

à une formation politique, sont les clients des notables de leur circonscription pour des raisons purement alimentaires, lesquelles peuvent d'ailleurs, grâce aux services rendus, se métamorphoser en amitiés fidèles, non pas à des idées, mais à un homme utile pour régler tous les problèmes quotidiens. Et sans exagérer, on peut prétendre que dans toutes les communes du pays, des milliers de notables possèdent une clientèle de ce genre et disposent de ses suffrages... Et les autres : ceux qui font la décision ? Des marginaux, 5 à 6 % des électeurs tout au plus, qui n'ont pas de convictions arrêtées une fois pour toutes. Ils se déterminent au coup par coup, sous la pression de l'événement, à l'instant même où ils votent.

Nous sommes loin des grands principes que des barbus inspirés déversent dans les préaux d'école, où il est question de la démocratie, de la volonté du peuple... et d'autres sornettes. Volonté du peuple, qu'un petit million d'abrutis peut contrarier, parce qu'il possède la puissance d'infléchir le destin dans un sens ou dans un autre, sans bien s'en rendre compte d'ailleurs, et rend ainsi le système électoral néfaste et surtout ridicule.

Il n'est pas possible de transformer la société, de changer l'économie, d'établir de nouveaux rapports entre les hommes à travers le système électoral. Les élections peuvent changer les bénéficiaires des avantages que réserve la classe dirigeante à ses clients, mais elles ne peuvent pas abolir ces privilèges de classe. Nulle part une transformation révolutionnaire de l'économie n'est née d'un système électoral et lorsqu'à travers la démocratie bourgeoise une classe abandonne ses privilèges, comme cela fut en 1789, c'est pour les transférer à une autre classe dirigeante qui s'installe à sa place. La solution ? C'est Bakounine, dont on commémore cette année le centenaire de sa disparition, qui nous la donne. Il faut détruire les structures de l'Etat, balayer le système et sur une page blanche reconstruire une société différente, de façon à ce que, devant une économie différente, égalitaire, avec des structures anti-autoritaires, de nouveaux réflexes naissent dans le peuple qui transforment les rapports sociaux et moraux entre les hommes.

A Tours, le conservatisme social l'a emporté sous sa forme libérale, mais sous une autre forme, socialiste par exemple, seuls les mots auraient changé pour maquiller les hommes nouveaux, installés dans des sinécures qui remontent de la nuit des temps.

La transformation sociale ne naît jamais de ces processions devant les écoles, mais bien plutôt d'une cassure du système secoué par ses contradictions... Et c'est alors que toutes les combines électorales sont balayées par le vent de l'histoire. Tout craque, tout se brise, la vague sociale emporte tous les foutriquets cramponnés à leurs petites astuces de politiciens. Et lorsque la fureur s'apaise, un autre monde surgit, donnant raison à Bakounine qui proclamait que la destruction est créatrice de vie.

L'histoire n'a connu que quelques rares instants de ce paroxysme créateur, mais chaque fois, la face de l'humanité a changé et une nouvelle civilisation est née, enfouissant les autres dans la terre profonde. L'électoratisme, c'est l'enlèvement, la révolution, c'est la rupture. L'électoratisme, c'est la facilité, la révolution, c'est la difficulté d'être autrement. L'électoratisme, c'est la stagnation, la révolution, c'est l'ANARCHIE.

Maurice JOYEUX